



UNIVERSITE D'ANTANANARIVO
Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de sociologie
Département ECONOMIE
Second Cycle-promotion sortante

Option : « Macroéconomie et Modélisation »

PROMOTION HARENA

Mémoire de fin d'études pour l'obtention du
Diplôme de Maîtrise ès-Sciences Economiques

PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION VUS A TRAVERS L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE : CAS DE MADAGASCAR

Par : ANDRIANARANARIVO Hary Avotra Solofaniry

Date de soutenance : 18 Avril 2016

Encadreur : Monsieur ANDRIAMALALA Mamisoa Fredy

Date de dépôt : Mai 2016

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS

LISTE DES ABREVIATIONS ET LISTE DES GRAPHIQUES

INTRODUCTION 1

PARTIE I: CONCEPT THÉORIQUE SUR L' INDUSTRIALISATION..... 6

CHAPITRE I : CONCEPT LIBERALISME SUR L'INDUSTRIALISATION..... 7

Section 1:Fondement théorique 7

Section 2 : Stratégies d'industrialisation..... 11

CHAPITRE II : CONCEPT SOCIALISME SUR L'INDUSTRIALISATION.....18

Section 1 : Fondement théorique 18

Section 2 : Les stratégies de développement 20

PARTIE II : ANALYSE DE L'AGRO- INDUSTRIE A MADAGASCAR..... 23

CHAPITRE I : STRUCTURES D'ANALYSE 24

Section 1 : Contextes Généraux 24

Section 2 : Orientation de la politique industrielle 28

CHAPITRE II : LES PROBLEMES MAJEURS ET LES ACTIONS PROPOSEES.....36

Section 1: Les problèmes majeurs.....36

Section 2 : Les actions proposées.....40

Conclusion.....49

Annexe

Bibliographies

Table des matières

REMERCIEMENTS

L'Eternel est mon Berger. Merci Jésus. Gloire au Saint Esprit.

Mes chaleureux remerciements à l'issue de ce travail, vont à l'endroit de :

-Monsieur RAKOTO DAVID Olivaniaina , Doyen de la faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie (FAC DEGS),

-Monsieur RAMAROMANANA Fanomezantsoa, Chef du Département Economie de la faculté DEGS,

-Monsieur ANDRIAMALALA Mamisoa Fredy, mon encadreur pédagogique et enseignant chercheur au sein du département Economie, avec qui j'ai eu l'honneur et le plaisir de réaliser ce travail,

-Ma FAMILLE, pour ses soutiens physique et moral,

-Tous les nombreux amis Malgache, avec qui j'ai eu le plaisir de sympathiser pendant mes années d'études à l'Université.

Ma sincère gratitude va enfin à l'endroit de toutes les personnes et toutes les institutions qui, de près ou de loin, ont marqué leurs traces dans le présent travail,

À tous ceux qui nous ont soutenus, dans nos études et à la réalisation de ce Mémoire.

LISTE DES ABREVIATIONS

ONUDI : Organisation des nations unies pour le développement industriel

CSA : Centre de Services Agricole

HITA : Huilerie Industrielle de Tamatave

NPIA : Nouveaux pays Industrielles Asiatiques

ONG : Organisation Non Gouvernemental

PPP : Partenariat Publique Privé

FDA : Fond de Développement Agricole

FMN : Firmes Multinationales

FMI : Fonds Monétaires Internationales

ISI : Industrialisation par Substitution d'Importation

ISE : Industrialisation par Substitution d'Exportation

INSTAT: Institut National de la Statistique

IDE : Investissements Directs Etrangers

RUR : Rossum's Universal Robots

RD : Recherche and Développement

ENSOMD : Enquête National de Suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement

LISTE DES GRAPHIQUES

Grahique 1 : Madagascar-production du riz en 2012/2013 comparées à 2011/2012

Graphique 2 : Madagascar-production du riz en 2012/2013 comparées à moyenne sur 5 ans

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Effets de l'indrustrialisation sur le PIB par habitant

Tableau 2 : Evolution des flux d'investissements directs étrangers de 2006 à 2011

Tableau 3 : Grandes Orientations de la Politique Industrielle

INTRODUCTION

Les nations occidentales qui se sont spécialisées dès le XVIIIème et XIXème siècle dans les activités industrielles ont réussi à créer un environnement favorable au progrès industriel et technique. Parallèlement, les conditions pour que les nouvelles technologies soient efficientes sont devenues de plus en plus difficiles à acquérir.

La révolution industrielle qui a commencé en Grande-Bretagne s'est propagée en Europe Occidentale, puis aux Etats-Unis et ultérieurement dans d'autres pays. La situation de retardataire a pu être comblée grâce au transfert des capitaux, de la main d'œuvre, des chefs d'entreprises, de la technologie des pays avancés qui ont contribué au démarrage du processus d'industrialisation.

Au cours de ces vingt dernières années, les pays africains concernant Madagascar ouverts sur l'extérieur n'ont pas créé ce même processus. Pendant cette période, des dirigeants malgaches qui voulaient rompre avec la domination des pays industrialisés semblent avoir encore moins bien réussi leur développement économique.

Actuellement, Madagascar se débatte dans une crise économique conjoncturelle qui semble réfractaire à tous les programmes d'ajustement économique mis en place sur les recommandations de la Banque Mondiale et du FMI : la croissance réelle du PNB par habitant a baissé, les déficits des balances des paiements courants s'accumulent et rendent obligatoire le recours à des financements extérieurs.

A l'instar des plusieurs autres pays, Madagascar a célébré le 8 Février 2016 la journée de l'industrialisation de l'Afrique. Pour cette année, la sécurité alimentaire à partir de la vulgarisation de l'agro-industrie sera mise en relief. La célébration est axée sur le thème : Le développement industriel inclusif et durable: l'agro-industrie pour la sécurité alimentaire. Cette journée fut une occasion d'inciter les pays à s'engager davantage dans le processus industriel, pour susciter une prise de conscience au niveau mondial et mobiliser l'appui international en faveur du développement industriel de l'Afrique. Une conférence de débat a été organisée par le Ministère de l'Industrie, du Développement du secteur privé et des Petites et moyennes entreprises pour marquer l'événement. Au-delà d'une analyse des problèmes de l'industrie malgache après cinq années de crise, cette conférence au Motel d'Anosy a permis d'examiner la stratégie de développement de l'industrie et la politique industrielle du pays.

Madagascar possède des potentialités agricoles importantes. Dans ces conditions, les industries les plus adaptées sont celles de l'agro-industrie. Le Ministère de l'Industrie, du Développement du secteur privé et des Petites et moyennes entreprises veut favoriser les industries qui transforment les matières premières agricoles. Madagascar est un pays riche en ressources agricoles mais celles-ci restent encore sous-exploitées. L'agro-industrie est

favorable pour Madagascar et à la fois pour l'Afrique. Nous sommes un pays sous-développé qui a besoin d'une sécurité alimentaire optimale.

Ce type d'industrie crée des emplois, accroît les revenus, augmente la valeur des produits agricoles, favorise la production agricole qui permettent d'assurer la sécurité alimentaire et de réduire la pauvreté.

De ce fait, nous avons orienté notre étude sur le processus d'industrialisation. C'est dans cette optique que nous avons choisi le thème: "Le processus d'industrialisation vue à travers d'industrie agro- alimentaire : Cas de Madagascar".

Soucieux de la situation actuelle de la politique industrielle, l'intérêt de cette étude est de sortir l'état de sous- développement de Madagascar par le passage d'industrialisation vue à travers d'industries agro- alimentaires.

Ce constat nous amène de poser la problématique: Quelles stratégies les politiques d'industrialisation devraient pour permettre à Madagascar de sortir de son état de sous-développement ?

Dans la façon spécifique :

- Comment favoriser l'ouverture extérieure qu'elle est la base de la compétitivité industrielle?
- Quelles sont les filières à vocation commerciale pour lesquels Madagascar a des avantages comparatifs?
- Quelles politiques industrielles peut-on créer des emplois rémunérateurs dans le secteur agricole?
- Comment augmenter la production agricole?

De ce fait, ce mémoire a pour objectif global de réduire la pauvreté par l'industrialisation d'industrie agroalimentaire permettant de sortir l'état de sous- développement de Madagascar.

Pour les objectifs spécifiques, on cite les cinq points suivants:

- ❖ Augmenter et diversifier la production Agricole et maîtriser la sécurité alimentaire
- ❖ Promouvoir les systèmes durables de production et de gestion des ressources naturelles
- ❖ Développer les filières à vocation commerciale pour lesquels Madagascar a des avantages comparatifs
- ❖ Créer des emplois rémunérateurs dans le secteur Agricole

❖ Améliorer la Gouvernance du secteur Agricole

Ainsi, pour mieux atteindre l'objectif ci-dessus, nous proposerons deux hypothèses de recherche qui sont formulés comme des points de départ lors de la réalisation de ce travail de recherche; d'où :

- la compétitivité industrielle passe par une plus grande ouverture extérieure
- la croissance d'industrie agro-alimentaire dépend de la stratégie d'industrialisation.

Pour résoudre la problématique que l'on a vue et en bien réfléchir l'industrialisation, notre démarche méthodologique se présente d'une part sur l'étude théorique d'industrialisation par les modèles des pays avancés et d'autre part une analyse de réalité d'industrie agro-alimentaire à Madagascar.

La présente étude comporte deux parties. La première consistera de présenter le cadre théorique d'industrialisation. Elle va analyser le concept libéralisme comprenant la politique libérale, théorie d'industrialisation, industrie naissante, politique commerciale; les stratégies d'industrialisation, ainsi le concept socialisme qui constitue les fondements théoriques et stratégies de développement. Dans la seconde partie, nous allons faire une analyse d'industrie agro-alimentaire à Madagascar qui l'on permet de présenter les structures d'analyse, les problèmes majeurs et l'action proposées. Et enfin, nous conclurons notre recherche en présentant les résultats obtenus, les limites et les perspectives de notre travail.

PARTIE I : CONCEPT THEORIQUE SUR L'INDUSTRIALISATION

La première partie de notre travail nous permet de faire une analyse théorique sur le processus d'industrialisation. Cette partie comporte deux conception distinctes : l' une le concept libéralisme et l' autre le concept socialisme. Dans le premier, nous allons voir des plusieurs théories: néoclassique, industrialisation, industrie naissante et la politique commerciale; le cadre conceptuel d'IDE et les stratégies d'industrialisation. Dans le second, on va voir les fondements théoriques du socialisme et les stratégies de développement.

CHAPITRE I: LE CONCEPT LIBERALISME SUR L'INDUSTRIALISATION

Section 1: Fondement théorique

1/ La politique libérale

La théorie néoclassique prônée par les théoriciens de modernisation prétend qu'un développement capitaliste soit impossible dans les pays du Tiers Monde. Ils affirment que la source de développement industriel des NPI résulte par l'application de politiques de développement des ressources efficiente. Le principal argument des théoriciens de la modernisation est que la croissance économique et le développement des NPI ont été rendus possibles grâce à une politique efficiente mesurant de l'incitation à la croissance. Pour cela, cette politique exige qu'il faut entendre les domaines du capital, de la technologie, des institutions ainsi que la mise en œuvre d'un système monétaire approprié.

Selon la politique libérale, l'objectif principal permet d'encourager le développement d'une industrialisation à vocation exportatrice et compétitive. Les économistes de cette école suggèrent que le succès des NPI est le résultat de développement de la production conformément au mécanisme de l'avantage comparatif.

Ils affirment qu'il existe une relation entre la libéralisation du commerce vers l'orientation exportatrice et du libre des forces domestiques du marché vers des incitants à l'exportation. Ces deux liens résulteraient un accroissement du niveau d'industrialisation, de l'exportations et de la croissance économique.

L'argument principal de cette théorie est que la confiance dans le laissez-faire, dans l'avantage comparatif et dans les politiques de détermination du juste prix .Cette dernière considère la source de développement des NPI asiatiques.

Selon la Banque Mondiale, ces derniers doivent leur réussite à des politiques orientées vers les marchés extérieurs ainsi qu'à une utilisation efficace de politiques de prix et de marché pour assurer le développement économique.

Les économistes de la Banque Mondiale affirment également que ces économies orientées vers l'extérieur et une distribution efficace des ressources ont aidé les NPI pour avoir la balance de paiement excédentaire et l'économie d'échelle¹.

2/ La théorie de l'industrialisation

La théorie de l'industrialisation affirme que l'industrialisation est possible dans les pays du Tiers Monde. Cette théorie se consacre dans le problème du mode de production capitaliste qui se manifeste dans son ensemble.

B . Warren est le principal auteur de cette théorie. Il s'intéresse sur le problème de la croissance économique dans les pays de l'hémisphère Sud .Il affirme qu'une croissance industrielle et une industrialisation capitaliste nationale est possible dans ces pays sous le transfert technologique et de capital.

Selon B. Warren, la progression capitaliste joue le rôle important de créer des conditions matérielles et du processus de classe nécessitant dans la reproduction du capitalisme. De plus, l'internationalisation du capital donne aux NPI est la base de la puissance des ressources internes .pour une expansion économique nationale .B.Warren affirme que les NPI évoluent dans le cadre de la politique liberale de type national.

Ainsi,cette théorie explique les mécanismes du développement capitaliste en particuliers la période d'internationalisation du capital productif et de l'ind ustrialisation dans les pays du Tiers Monde. Ces deux forme favorisent dans l'accroissement du capital pour la bourgeoisie nationale et/ou internationale. Ces dernières sont dirigées par les lois capitalistes du profit.

¹ On parle d'économie d'échelle dès lors que les rendements de production sont croissants. C'est-à-dire lorsque la production varie de façon plus importante que la variation des facteurs de production utilisés.

Les théoriciens de l'industrialisation mettent un point très important. Ils ont surestimé la capacité économique de la classe dirigeante de nombreux pays du Sud, dont les bases de croissance sont caractérisées par la nature de l'accumulation du capital et le cadre de l'investissement. Alors, il est possible un conflit d'intérêts entre les multinationales et les entrepreneurs locaux.

Sur l'inévitable de l'industrialisation capitaliste ,la theorie de B.Warren n'inclut pas une analyse des relations sociales spécifiques au sein desquelles le processus d'industrialisation a pris la place dans le Tiers Monde.

3/ L'industrie naissante

List est l'un des premiers précurseurs de la version moderne de la théorie de l'industrie naissante. Il préconise explicitement l'utilisation de la protection temporaire, en vue de promouvoir et de développer au pays une industrie naissante. Pour ce faire, il insiste sur l'incompatibilité des rapports actuels de coûts. En fait, il met en évidence la liaison entre l'état actuel des choses et la situation prévue dans le futur. Il affirme que si les droits protecteurs agissent comme des stimulants dans tous les secteurs de l'industrie favorable de fabriquer des produits que les pays étrangers peuvent fournir plus facilement. De plus, selon List, le tarif temporaire permet à l'industrie en question de concurrencer les producteurs étrangers, tant sur le marché intérieur que sur le marché international.

La théorie de List concernant l'industrie naissante a pour une idée selon laquelle la théorie néo-classique prend dans les effets de transfert à la technologie et des facteurs indivisibles de production. Ces deux éléments sont servir actuellement de pierre angulaire à la reformulation de la théorie de l'industrie naissante .

Selon List, on considère la première de ces possibilités, c'est-à-dire le problème des effets de débordement. Quelques économistes contemporains, et plus particulièrement Kemp affirment que la perfection s'obtient avec le temps, par la pratique, et qu'au moins pour certaines industries, les firmes acquièrent des connaissances aussi bien par l'expérience personnelle que par l'expérience des autres entreprises .Cette accroissement de la savoir faire entraîne une diminution constante de la courbe des couts totaux.

En effet, l'évolution de l'industrie naissante implique un recours à l'analyse dynamique et qu'il constitue une application concrète du phénomène que l'on appelle progrès technique.

Certes, l'analyse de List est caractérisée par le comportement temporel qui mette sur l'importance de l'expérience acquise avec le temps ainsi que sur les qualités des intrants comme facteurs de croissance.

En d'autres termes, List estime et conçoit que le perfectionnement et l'amélioration des techniques de production ne proviennent pas de l'écoulement du temps. Le produit et le mode de production constituent une grande partie de la technologie.

Dans les écrits de List, l'histoire et le développement économique de l'Angleterre à l'époque jouent un rôle important. Il est fortement possible que l'Angleterre ait constitué un modèle à imiter pour les pays moins industrialisés de l'époque .C'est à dire l'Angleterre engendre un effet de démonstration sur ces derniers. Cela se manifeste par de produire des biens manufacturés et par la croyance que l'activité industrielle génère divers effets bénéfiques de débordement.

Selon List, l'Angleterre, pays industrialisé, possède mille avantages sur les autres nations. Elle favorise par une expérience plus grande dans le domaine commercial que l'on cite par les points suivants:

_Techniques d'exploitation améliorées, par la possession d'un système d'apprentissage relié aux besoins de l'industrie d'un système d'éducation plus poussé et aussi d'ouvriers habiles et exercés;

_L'utilisation des machines les plus parfaites et les moins coûteuses;

_Des voies de communication les moins chères;

_Une bonne disponibilité des crédits pour les manufacturiers ;

_Taux d'intérêt plus bas

En plus, elle a accès à un immense marché intérieur et un important marché d'exportation .Il en déduit alors que l'industrie au sens large améliore les caractéristiques sociologiques,

politiques et culturelles d'une nation tout en ne manquant pas de souligner l'importance de l'industrialisation, conséquence du progrès industriel.

Autrement dit, le développement des forces productives est une véritable apologie de l'industrialisation parce que les produits manufacturiers favorisent le commerce intérieur et extérieur. En termes plus modernes, on traduit de la façon suivante: taux de rendement actuel des investissements, il y a insuffisance des ressources investies parce que le taux de rendement privé est inférieur au taux social. Il propose alors d'employer les tarifs pour augmenter le taux de rendement privé jusqu'à ce qu'il corresponde au taux social . Cet argument en faveur de l'industrie naissante suppose que les modifications des ressources productives inhérentes à l'industrialisation sont irréversible .

Autres arguments moderne

Comme List, l'approche moderne insiste sur l'existence d'imperfections du marché, alors que la formulation classique, préconisée par Mills, met l'accent sur le processus d'acquisition du savoir. La théorie néo-classique nous souligne un autre genre d'imperfections du marché qui s'applique de façon spécifique à la théorie de l'industrie naissante.

En effet, il est fort possible qu'en raison d'un manque de connaissances sur une industrie donnée, les investisseurs amplifient les risques et les travailleurs exagèrent les inconvénients qu'il y a de se tourner vers un nouveau genre de production.

Si l'industrie demeure concurrentielle, l'entrepreneur devra emprunter à un taux d'intérêt élevé qui découragera toute forme d'investissement de sa part. Donc, une industrie socialement bénéfique est natare et la solution proposée par List est qu'un tarif temporaire permettrait de dissiper le voile qui cache aux investisseurs leurs intérêts propres.

List se fait le promoteur de l'industrie naissante, il peut être bon en soi de prendre une entreprise en nourrice. L'industrie naissante engendre des bienfaits qu'elle propage à toute l'économie. De plus, l'industrie naissante joue le rôle de catalyseur du développement économique d'un pays. En ce sens qu'elle est source d'idées, de progrès et d'investissement dans les nouvelles techniques.

Finalement, la théorie de l'industrie naissante ne constituait qu'un élément d'un ensemble de mesures de politique économique en vue de promouvoir le développement économique, ou plus généralement l'industrialisation.

4/ La politique commerciale

a) La théorie du libre-échange

Le libre-échange est la doctrine économique favorable à la libre circulation de la marchandise. Cette libre circulation peut s'étendre aux services, capitaux et à la main d'œuvre.

Théorie des avantages absolus d'Adam Smith

Adam Smith publie en 1776, « Recherche sur la nature et cause de la richesse des nations ». Sa théorie économique est fondée par l'intérêt personnel. Selon lui, le moteur de toute activité économique est le principe de la maximisation de satisfaction avec le minimum d'effort. Il explique comment les besoins humain peuvent être satisfaits par la division du travail qui accroît la productivité individuelle et par le mécanisme des prix qui adapte automatiquement l'offre à la demande.

Adam Smith reprend l'analyse des physiocrates sur le libre échange. Il élabore la théorie des avantages absolues. Sur cette base, il explique que chaque pays doit se spécialiser dans les biens et services et ce pays parvient à produire à un cout de production inférieur à celui du reste du monde. Chaque pays doit délaisser la production de bien et service pour les quelles il est le moins efficace. Alors , le pays doit importer ses produits du reste du monde.

Prenons l'exemple contemporain dans le cas de la France et de l'Arabie Saoudite pour les deux produits: voiture et pétrole. La France a un avantage absolu pour les voitures et elle doit se spécialiser dans cette production . Ce pays délaisse la production de pétrole et l'acheter à l'extérieur. A l'inverse, l'Arabie Saoudite se spécialise dans la production du pétrole et elle importe ces voitures. D'un point de vue économique, les deux pays ont intérêt à spécialiser et à commerçer ces deux produits. Il n'y a donc aucun perdant à l'échange.

La théorie des avantages comparatifs de David Ricardo

Dans son ouvrage, « Des principes de l'économie politique et de l'impôt »(1817), Ricardo apporte un complément à la théorie d'Adam Smith. Il élabore la théorie des avantages comparatifs pour remédier à la faille théorique de Smith. Sa théorie explique que chaque pays doit se spécialiser dans la production dans laquelle son cout de production est le plus faible au détriment de ses autres productions.

Les hypothèses des modèles

Parmi les modèles rocardiens par essence, on note: le modèle initial de Ricardo, le modèle à facteurs spécifiques et le modèle à proportion de facteurs. L'utilité des modèles réside dans le fait qu'ils nous aident à comprendre comment des différences entre pays donnent lieu à un échange entre eux et pourquoi cet échange bénéficie à chacun. Ils développent deux concepts essentiels: le coût d'opportunité et l'avantage comparatif.

L'idée est qu'un pays possède un avantage comparatif dans la production d'un bien si le coût d'opportunité de cette production exprimé en termes d'autres biens est inférieur dans ce pays- là qu'il ne l'est dans d'autres pays.

Ricardo a pris l'exemple de la production de draps et de vin dans deux pays différents : le Royaume-Uni et le Portugal. On considère que le cout du travail par ouvrier est identique dans les deux pays. La supériorité du Portugal découle d'une meilleure productivité du travail dans les deux produits. En calculant les écarts de prix entre les deux produits, Ricardo remarque que le Portugal a un avantage plus grand pour le vin que pour les draps. Dans cette situation on parle de l'avantage comparatif. Alors la Portugal a intérêt à se spécialiser dans le vin et à importer ses draps. Par contre, l'infériorité du Royaume-Uni est moindre pour les draps que pour le vin. Ce pays doit abandonner la production de vin et se spécialiser dans la production de draps.

Théoriquement, ces deux pays ont intérêt à commercer en se spécialisant parce qu'ils tirent un bénéfice supplémentaire. Ricardo est donc favorable au libre-échange quelques soient les situations des deux partenaires commerciaux. Le commerce international est un moyen dynamique dans l'accélération du croissance économique et ainsi d'éviter l'état stationnaire. La théorie Rocardienne est donc favorable dans nos jours car la croissance économique

depuis les années 1945 est due à l'abaissement significatif des droits de douane dans toutes les régions du monde.

Pour les libéraux, la théorie du libre-échange démontrée par Adam Smith et Ricardo est favorable à la croissance économique mondiale et tous les pays y gagnent quelque soit leur niveau de développement .

b) Le protectionnisme

-Définition

Le protectionnisme est une doctrine économique qui propose de protéger la production nationale de la concurrence des entreprises étrangères. Le pouvoir politique entrave l'entrée sur le territoire national des marchandises étrangères par des taxes à l'importation ou une réglementation spécifique comme l'interdiction d'un type de marchandise.

Cette doctrine économique est très ancienne. Le but de l'économie était d'enrichir l'Etat. Ce dernier a pour rôle de favoriser les exportations et de limiter les importations par un protectionnisme très strictes pour éviter les déséquilibres de la balance commerciale.

-Les mesures protectionnistes

Les barrières tarifaires

Les droits de douanes sont des taxes prélevées sur les marchandises. Il s'agit de protéger les travailleurs nationaux, lutté contre le chômage et le déficit de la balance commerciale, d'améliorer le terme de l'échange du pays et permettre le développement des industries naissantes. La taxe agit sur le prix du produits étranger vendu sur le marché intérieur.

Prenons l'exemple aux Etats-Unis dans les années 2000. Les taxes douanières sont plus élevés sur la moutarde et le roquefort. Les exportations françaises de ces produits ont diminué sensiblement et certains producteurs français connaissent la difficulté financière.

Les barrières non tarifaires

L'interdiction d'importer certains produits sont édictés par les prohibitions commerciales. Ces prohibitions reposent sur des plusieurs raisons qui sont :sanitaires ,religieuses , morales ou écologique . Le contingentement est un quota d'importation qui limite l'entrée des

marchandises comme les magnétoscopes japonais ont été contingentés dans les années 1991-1992. L'Etat peut interdire les importations en provenance d'un pays.

Les mesures para tarifaires

Ce sont des mesures de subventionner à l'exportation et des crédits à l'exportation avec taux d'intérêt réduit.

Les règlements administratifs

Il existe des règlements qui peuvent décourager les exportateurs étrangers comme l'utilisation des normes de sécurité excessives au Japon et les modes d'emploi en langue française.

La manipulation du taux de change

C'est une politique de change qui permet d'améliorer l'équilibre de la balance commerciale. De ce fait, l'Etat favorise l'exportation en possédant de la monnaie forte et des importations à bas prix. Exemples : le Japon et l'Italie ou l'Espagne ont élaborés ce type de stratégie commerciale axée sur des prix à l'exportation faible. Actuellement, les Etats-Unis et surtout la Chine ont une politique de change agressive pour favoriser leurs exportations. La diminution de cout des importations est le résultat de possédant une monnaie forte pour les pays de la zone euro. Ces importations sont en particulier des matières premières et les hydrocarbures.

L'exemple réussie de cette stratégie commerciale est l'Allemagne qui vend des produits industrielles à forte valeur ajoutée possédant une hausse de compétitivité-hors prix .

Autres justifications protectionnisme

A l'époque, l'Allemagne est un pays agricole avec un secteur industriel peu compétitif face à la puissance industrielle de Royaume-Uni. En fait, il s'agit que si les droits de douanes abaissent, les produits industriels britannique inonderont l'Allemagne, et les industries naissantes allemande disparaîtront rapidement. Le prix des produits allemande est supérieur par rapport au Royaume-Uni et leur qualité inférieur. Tout produits importé de l'Allemagne est taxé pour protéger les industries naissantes. Pour cela, les cout de production de la

production allemande diminuent ainsi que les droits de douane. L'Allemagne est donc devenue une puissance industrielle importante.

Constatation

Pour les libéraux, des mesures protectionnistes ont des répercussions négatives sur la croissance économique. En particulier, le protectionnisme limite artificiellement l'extension du marché. Les entreprises nationales sont confinées dans un marché local et ne peuvent pas se développer à l'international. En effet, on a une limite de la croissance économique mondiale.

Cadre conceptuel d'IDE

L'économie de la modernisation, considère l'IDE comme favorable pour la croissance a condition que l'Etat réglemente l'investissement.

Le système² et la politique³ permet de comprendre le fonctionnement des IDE et leurs impacts sur le développement industriel. L'analyse de l'IDE recouvre un caractère multipolaire et complexe. C'est à dire qu'il contribue à l'amélioration de connaissance en introduisant les nouvelles technologies et permet la formation des travailleurs plus compétitifs. Il favorise la diffusion des innovations technologiques et industrielles ainsi qu'une communication interculturelle entre les entreprises et surtout entre les pays.

La présence des firmes multinationales dans les pays d'accueil peut accentuer la concurrence sur les marchés domestiques, ce qui pousse les firmes locales à renforcer leur base technologique pour devenir plus compétitive.

Les effets des IDE sur la croissance sont d'ordre macroéconomique. En fait, l'impact des IDE sur la croissance dépend dans le cas des pays en développement des interactions entre le capital humain, l'investissement domestique, la politique commerciale et la réduction de la pauvreté.

Selon l'OCDE(2002), les pays qui disposent de ressources naturelles peuvent facilement d'attirer les IDE au profit du développement de leur industrie.

² Institution politique, économique et sociale

³ Les actions des entreprises par le gouvernement

Certains auteurs⁴ considère que les flux d'IDE sont attires une forte rentabilité du capital, disposent d'une main d'œuvre qualifiée et d'un système d'innovation développe. Ces flux renforcent l'accumulation du capital humain et augmentent le taux de croissance économique.

Section 2 : Les stratégies d'industrialisation

1/Notion

Il existe plusieurs stratégies de développement qui sont succédé à partir de la seconde moitié du XXème siècle. La nécessité de l'industrialisation dans le phase du développement permet pour des raisons multiples : la croissance économique plus rapide, la création d'emploi plus important, balance de paiement excédentaire, l'accroissement de l'épargne et renforcement de la flexibilité de l'économie.

La plupart des pays du tiers monde vont choisir de privilégier l'industrie au détriment de l'agriculture. Il y a beaucoup des pays entrant dans la spécialisation des produits primaires. D'une part, il s'agit en supposant le secteur industriel est considéré comme facteur d'externalité positive par des effets d'entrainement sur les autres secteurs de l'économie.

De plus des externalités par l'intermédiaire de gain de productivité et d'un accroissement de la main d'œuvre qualifiée. D'autre part, l'agriculture est considérée comme un secteur archaïque. C'est-à-dire, secteur caractérisé par faible potentiel de productivité qui se développe grâce aux effets d'entrainement de l'industrie.

L'effet d'entrainement peut définir un mécanisme par le quel la croissance d'un secteur est censée entraîner l'expansion des autres secteurs de l'économie. Cet effet passe par l'apparition d'externalité positive. C'est l'innovation technologique profite aux techniques de production de l'ensemble de l'économie. Alors, la croissance se met en place un cercle vertueux dans la mesure où chaque secteur de l'économie entraîne l'expansion des autres secteurs.

Cependant, il faut choisir dans quelles branches de l'industrie l'investissement sera financer. Ragnar Nurske et Paul Rosentein-Rodan consistent dans la croissance équilibrée. Ces auteurs

⁴ Wong

considèrent qu'il faut répartir les investissements dans toutes les branches industrielles pour assurer l'équilibre de la croissance économique d'un pays. Ils s'appuient sur la loi de débouché de Jean-Baptiste Say.

Dans son ouvrage intitulé : « Traité d'économie politique » en 1803, Say dégage de certain aspect nouveau de la théorie économique : le rôle de l'industrie dans le développement et de l'entrepreneur ainsi que la loi de débouché. Say a vu se réaliser le grand mouvement de transformation industrielle à l'Angleterre. Il met en place de la priorité d'industrie. Il montre que l'introduction de nouvelles machines résout le problème de chômage des ouvriers. Alors, cette machine permet de produire à un meilleur résultat et de vendre moins chère avec de plus grande quantité.

Albert Hirscham et François Peroux vont constater de la croissance déséquilibrée. Ces auteurs affirment qu'il faut concentrer les investissements dans les secteurs moteur de l'économie en suscitant la croissance économique. Ils impliquent dans les stratégies basées sur le développement de l'industrie lourde.

2/ Différentes stratégies d'industrialisation

a-L'industrialisation par substitution d'importation

L'industrialisation par substitution d'importation consiste à substituer par une fabrication locale des importations dont le volume est la plus important. Il s'agit de promouvoir les industries locales d'une manière à réduire les importations.

Cette stratégie d'industrialisation par substitution d'importation est la solution proposée par les structuralistes pour accélérer le développement des pays du sud. Elle est théorisée par la commission économique pour l'Amérique Latine ainsi que Raul Prebisch reprenne le protectionnisme éducateur de Friedrich List.

Elle nécessite des politiques protectionnistes et de financement des investissements étrangers plus important. La stratégie de remontée de filière permet de la diversification de la production. La remontée de filière implique qu'un processus permet de réaliser la production située en amont. C'est-à-dire on acquière progressivement des techniques de production qui permet de réaliser les facteurs de production. On peut alors de produire en amont les biens qui intervient dans la production du premier et ainsi de suite.

Dans l'expérience de l'Amérique Latine, il s'agit d'une croissance extravertie impulsée par les exportations de matière première. Cette situation permet de connaître l'industrialisation par une transformation des matières premières.

En effet, le premier conflit mondial a été d'accroître la demande européenne des produits primaires. L'augmentation d'importation de l'Amérique Latine a adressée dans l'accroissement corrélatif de revenu. Le développement d'industrie local surtout la production des biens de consommation est sous l'effet d'augmentation et de diminution de capacités d'importation. L'économie de l'Amérique Latine est ainsi orientée le taux de croissance plus élevé en prenant la forme d'industrialisation par substitution d'importation.

Au cours de la crise mondiale des années trente, on a assisté à une chute des prix et du volume des exportations de l'Amérique Latine. Ces recettes d'exportation sont alors diminuées à cause des effets d'un endettement plus élevé. Cela entraîne la difficulté de devises de ce pays. Plusieurs pays pratiquent une politique de taux de change et des mesures tarifaires pour encourager les exportations et réduire les importations. Il y a aussi des mesures visant le revenu et l'emploi pour alimenter la demande de bien de consommation dont l'importation était soumise à des restrictions. Cette politique donne une nouvelle impulsion à l'industrialisation par substitution d'importation et à la croissance introvertie.

Le deuxième conflit mondial a instauré dans la demande étrangère de matière première de l'Amérique Latine, mais les difficultés de transport restent une croissance introvertie. Il y a ensuite un déroulement dans le processus d'industrialisation par substitution d'importation. Il s'agit de développer les industries lourdes de bien de consommation, ce sont les produits alimentaires, boissons, vêtements et chaussure. La fabrication de ces produits fait à des techniques normatives et accessibles aux industries dans les pays du sud en estimant que les consommateurs peuvent absorber des coûts supérieurs à la production locale.

Selon Dani Rodrik, l'industrialisation par substitution d'importation entraîne un accroissement de taux d'investissement étranger et conduit à une croissance économique élevée en Amérique Latine, en Moyen-Orient, en Afrique Nord et même dans certains pays d'Afrique Subsaharienne. Rodrik estime que l'investissement accroît la productivité et la

croissance du secteur industriel. Il montre l'efficacité de la stratégie en combinant la performance d'investissement étranger sur les industries.

b-L'industrialisation par les industries industrialisantes

C'est une autre stratégie qui suit en particulier par l'Inde dans les années 1950 et l'Algérie en 1967 pour construire une industrie par l'amont et par une politique industrielle de l'Etat. Cette stratégie réduit la dépendance économique, financière et technologique des pays en développement vis-à-vis des pays plus industrialisés et conduit à l'indépendance politique de l'Etat.

Cette stratégie amène à l'Etat dans l'orientation des aides extérieures à la place du marché. La faible rentabilité initiale de ces investissements décourage les acteurs privés.

Les secteurs stratégiques constituent des pôles industriels par les effets d'entraînement c'est-à-dire les industries industrialisantes. Le développement dans tous les autres secteurs industriels en aval se propage grâce aux effets d'entraînement. Ces secteurs privilégiés sont de l'industrie lourde en amont qui dégage des gains de productivité et favorise la croissance économique dans son ensemble, exemple la mécanisation de l'agriculture.

Le secteur primaire a pour rôle essentiel car il fournit les biens de consommation intermédiaires à l'industrie et des débouchés aux biens d'équipements. Ainsi, l'économie de l'Algérie est orientée par la planification de ses investissements et ses capitaux vers l'industrie des biens d'équipements. Le rôle de l'Etat a connu de réunir plusieurs industries en pôles de croissance. Ces industries ont censé des synergies et des externalités positives.

Pour Bernis, il s'agit d'accorder la priorité au développement des industries ayant des effets d'entraînement sur les autres secteurs de l'économie.

Selon Bernis, les industries industrialisantes sont celles capables de mettre la disposition économique de nouvelles machines qui augmentent la productivité. Il considère que les branches les plus industrialisantes sont les branches qui donnent aux autres le capital technique (sidérurgie, métallurgie, construction électrique), la chimie minérale et le secteur énergétique.

c- L'Industrialisation par substitution d'exportation

Cette stratégies d'ISE appelle ainsi industrialisation par promotion des exportations est prônée par les néoclassiques. Il s'agit de remplacer les exportations traditionnelles par de nouvelles en profitant de la dynamique des avantages comparatifs⁵

De plus, l'ISE présente de nombreux avantages par rapport à l'ISI :

- une production à moindre cout par rapport a une industrie protégée;
- avoir des bénéfices en devises et importation réduit;
- des produits importes avec des couts plus bas;
- un accès au marché mondial favorise l'extension de la production national et facilite les économies d'échelles ainsi l'accroissement d'une compétitivité;
- renforce les flux des IDE dont les effets sont favorables à la croissance.

Cette stratégie exige de libérer le commerce extérieur, la neutralité d'un système tarifaire, des investissements attractifs pour les FMN et une politique de change active.

Elle a abouti à un succès des NPIA dictés par les théories libérales du commerce international. Ces pays ont attiré l'investissement directs étrangers par une main d'œuvre qualifiée et bon marché. Pour cela, on est d'importance technologiques et de savoir-faire plus perfectionnés que ces ont bénéficié de transferts de technologie.

⁵ Déterminer par le cout d'opportunité le plus faible. Ce cout est la quantité d'un autre produits à laquelle il a fallu renoncer pour obtenir le premier

CHAPITRE II: LE CONCEPT SOCIALISME SUR L'INDUSTRIALISATION

Section 1 : Les fondements théoriques

1-Le socialisme et l'industrialisation

Le concept de socialisme est d'aujourd'hui quasiment indissociable du concept de machinisme. Le socialisme a fondé principalement par un credo urbain. Il a connu un développement sensiblement parallèle à celui de l'industrialisme, il s'intéresse dans le prolétariat des villes, l'intelligente des villes, et il est douteux qu'il ne serait pas une société industrielle. Si l'on prend l'industrialisme ,l'idée du socialisme se présente tout naturellement à l'esprit .

L'industrialisme a pour effet d'empêcher l'individu et *doit* conduire à une forme de collectivisme. Il débouche sur l'État esclavagiste que le fascisme semble annoncer. Et l'inverse est également vrai. Le machinisme appelle le socialisme, mais ce dernier en tant que système mondial implique le machinisme, parce qu'il sous-entend le mode de vie primitif.

En prenant par exemple, une intercommunication constante et un échange des marchandises entre les divers pays du monde. Il exige un certain degré de centralisation ,un niveau de vie sensiblement égal pour tous les êtres humains et une certaine niveau dans l'éducation. Le monde socialiste est toujours présenté comme un monde totalement mécanisé, strictement organisé, ainsi qu'éroitemment tributaire de la machine.

Cependant, le socialisme est présenté, une idée selon laquelle le progrès mécanique conçu non pas comme une étape nécessaire mais comme une fin en soi. Cela considère les réalisations mécaniques de la Russie soviétique (les tracteurs, le barrage sur le Dniepr, etc.).

Karel Capek consiste le phénomène dans la terrible fin de son roman *R.U.R. (Rossum's Universal Robots)*, où l'on voit les robots, ayant exterminé le dernier représentant de la race humaine.

En générale, l'argument socialisme consiste que la mécanisation du monde actuel n'est rien comparée à ce que l'on verra le socialisme triomphé. Lorsque l'on fabrique aujourd'hui avec

du cuir, du bois ou de la pierre sera fait de caoutchouc, de verre ou d'acier. Il n'y aura plus de désordre. Le monde socialiste s'annonce un monde *ordonné et un monde fonctionnel*.

Le progrès mécanique tend à rendre la vie sûre et douce. Ceci peut être mis en nouvelle invention mécanique qui peut produire des effets positifs.

Exemple : le passage de la traction animale aux véhicules à moteur.

Aujourd'hui, une telle chose serait inconcevable parce que le produit actuel de la civilisation occidentale paraît doté d'un sens hypertrophié de l'invention. C'est à dire ,inventer des machines est un réflexe naturel . Les pays Occidentaux entendent de concevoir une machine capable de faire la qualification mécanique et de concevoir la moindre machine susceptible de fonctionner.

Mais dans le système économique , la construction de ces machines connaîtraient aux impératifs du marché. Les socialistes affirment que le progrès mécanique connaîtra un rythme de développement beaucoup plus rapide une fois que le socialisme aura été instauré.

Dans le cadre d'une civilisation mécaniste, le processus d'invention et de perfectionnement est appelé à se poursuivre sans cesse, mais la pente naturelle du capitalisme est de le freiner, car un tel système veut que toute invention ne rapporte pas de profits à très court termes. Alors, le socialisme triomphe, le principe de profit disparaît et l'inventeur aura les mains libres. Le rythme de la mécanisation du monde est déjà assez rapide.

2/Constatation

Le socialisme affirme dans la croyance du progrès qui doit se poursuivre et que la science doit continuer à aller de l'avant. Il convient que la machine est faite pour l'homme et non l'homme pour la machine .Dans la pratique, il exige de contrôler le développement de la machine .Le processus de la mécanisation devient une machine.

Section 2 : Les stratégies de développement

Selon le Marxisme, les stratégies de développement constituent sur les trois axes: stratégie de développement autocentré, problème d'intégration dans l'économie mondiale et problème à l'issue de crise internationale.

a-Stratégie de développement autocentré

Le processus d'économie nationale exige l'existence d'industrie lourde contrôlée par les sociétés. C'est une option importante des stratégies pour assurer le développement d'un pays .Ce qui est dote par la performance du complexe industrielle.

Selon G.Destanne, cette stratégie de développement est connue dans les industries naissantes. Le développement de ce secteur doit produire des effets d'entrainement sur les autres secteurs de l'économie nationale.

L'industrie lourde est appréhendée en termes d'option et de priorité. C'est à dire l'option par voie socialité de développement et priorité à l'industrie lourde par rapport à l'agriculture.

L'Etat a pour essentiel en assurant le développement du secteur industriel. Il met en place une politique industrielle contribuant à renforcer l'indépendance économique nationale. Pour cela, il faut valoriser les ressources énergétiques qui engendrent les effets d'entrainement sur l'ensemble des économies nationales. Ainsi, ces activités industrielles sont contractées sous forme de crédit financier ou sous forme de crédit d'équipement auprès des organismes internationaux.

Le choix industriel exige à l'importation d'intermédiaire de bien d'équipement et la mise en place d'une main d'œuvre qualifiée.

b- Le problème d'intégration d'économie mondiale

On peut dégager un aperçu rapide des problèmes pour montrer les difficultés dans les pays Africains. Sur le marché mondial, la structure de la production des pays en développement est dominée par la production des matières premières. Le secteur primaire est alors une source de devise étrangère qui n'a pas d'allouer les ressources financières intérieures. Les pays en développement sont donc obligés de tenter l'aide internationale pour résoudre cette déficience.

Cependant, l'investissement étranger exige la rentabilité des capitaux investis. C'est à dire qu'il s'agit de mettre en place le projet de développement pour aggraver la dépendance financière des pays.

c-Le problème a l'issue de crise international

A l'échelle mondiale, l'inflation et le chômage sont les conséquences néfastes sur le Tiers Monde au cours des années 1970-1980. Ceux qui entraînent une diminution de la demande des pays industrialisés sur les produits de base. Cette demande s'ajoute la chute des produits de base d'exportation sur le commerce international.

Les difficultés économiques des pays africains sont alors dotes par des ressources minieres, par exemple, les recettes d'exportation Gabonais sont inscrit en matière pétrolière, uranium et de manganèse.

Section 3 : Le rôle de l'industrialisation dans la croissance économique

1. L'industrialisation comme source de la croissance endogène:

Dans un modèle présenté en 1966, Kaldor est considéré comme l'initiateur de présenter l'industrialisation comme un facteur déterminant du développement économique. "Fast rates of growth are almost invariably associated with the fast rate of growth of the secondary sector, mainly manufacturing, and this is an attribute of an intermediate stage of development" (Kaldor, 1966, 7). Dans la même ligne de recherche, Chenery et al. (1986) ont étudié la relation entre l'industrialisation et la croissance économique. "Is industrialization necessary to continued growth? Our models of the transformation suggest that the answer is generally yes. (...) We conclude that –on both empirical and theoretical grounds– a period in which the share of manufacturing rises substantially is a virtually universal feature of the structural transformation". (Chenery et al. 1986, 350). Ainsi, Murphy et al. (1989) supposent qu'une croissance rapide est effectuée par un développement industriel. "Virtually every country that experienced rapid growth of productivity and living standards over the last 200 years has done so by industrializing. Countries that have successfully industrialized –turned to production of manufactures taking advantage of scale economies– are the ones that grew rich, be they 18th-century Britain or 20th-century Korea and Japan". (Murphy et al. 1989, 1003). Quelques transformations structurelles doivent avoir lieu comme les changements

dans la demande finale, les changements dans les demandes intermédiaires et les changements dans le commerce international.

L'investissement en tant que facteur de la croissance endogène a été introduit par Romer (1986) en se référant au travail d'Arrow (1962). Romer assume que la croissance d'une nation peut être permanente. Il suggère que les externalités positives technologiques sont le résultat d'une accumulation du capital physique, ce qui donne la qualification de «connaissance», même si la référence implicite est certainement celle du capital physique. De plus, Lucas (1988) a développé un modèle de croissance endogène centré sur le capital humain, qui peut être accumulé par le biais de certaines activités dont les plus importantes sont l'éducation, la formation, la santé et l'innovation. La troisième catégorie des modèles de croissance endogène est basée sur des explications schumpétériennes, où l'innovation. Romer (1990) et Aghion et Howitt (1992) ont développé deux modèles où l'innovation technologique et l'investissement dans la recherche et développement sont considérés comme déterminants de la croissance à long terme.

Dans cette même lignée, l'industrialisation peut être considérée comme un facteur de la croissance endogène. En outre, cette relation entre le développement de l'industrie et la croissance peut être expliquée par le processus schumpétérien de «la destruction créatrice». Selon Barro (1990), les dépenses du gouvernement dans l'infrastructure sont considérées comme un facteur de croissance de la performance du secteur privé productif. Par conséquent, les dépenses publiques génèrent des externalités d'amélioration de la productivité dans le secteur privé, et permettent une croissance endogène. Grossman et Helpman (1991) ont proposé un modèle où la croissance économique est dépendante de l'ouverture de l'économie à l'extérieur. Une ouverture qui ouvre la porte aux transferts technologiques et aux nouveaux marchés. En 1993, Pagano a également analysé théoriquement le rôle du développement financier dans l'allocation efficace des ressources financières et donc à la croissance économique.

Vérification empirique de la relation entre le niveau d'industrialisation et la croissance économique pour deux échantillons de pays africains

. Présentation du modèle et méthodologie des estimations.

Dans cette section, nous allons étudier empiriquement les effets de la compétitivité globale sur la croissance économique pour deux échantillons de pays africains¹².

a. Présentation du modèle

Pour atteindre tel objectif, on suivra l'approche de Mankiw, Romer & Weil (1992) et Demetriades & Law (2004).

Nous retenons la fonction de production Cobb-Douglas suivante:

Y: la production, K: le stock du capital physique, H: le stock du capital humain, L: le travail, A: un facteur reflétant le niveau technologique et l'efficacités de l'économie, $\alpha + \beta < 1$, n: le taux de croissance de la force de travail, g: le taux du progrès technique suppose constant, : le vecteur représentant l'industrialisation et les autres facteurs affectant le niveau de la technologie et l'efficacités de l'économie, θ : le vecteur des coefficients qui sont reliés à ces variables, et i et t sont respectivement les indices pays et temps.

L'évolution de l'économie est déterminée par:

$$\dot{K}_t = \frac{dK_t}{dt} = s_k Y_t - \delta K_t$$

Et

$$\dot{H}_t = \frac{dH_t}{dt} = s_h Y_t - \delta H_t$$

Avec, s_k et s_h sont respectivement le taux d'investissement en capital physique et le taux d'investissement en capital humain.

b. Présentation des variables et leurs ressources

Toutes ces variables sont extraites des données annuelles de la base de données de la Banque Mondiale (WDI) pour un échantillon de 30 pays africain couvrant la période 1982-2009. Les variables abordées dans notre étude sont le PIB par tête comme variable endogène, la valeur ajoutée du secteur industriel en pourcentage du PIB, le stock de capital physique par habitant et du taux de scolarisation en éducation secondaire.

La variable dépendante de notre modèle est donnée par le produit intérieur brut.

Les variables explicatives utilisées dans notre travail sont:

Le niveau de l'industrialisation est donné par le niveau de la valeur ajoutée du secteur industriel en pourcentage du PIB.

Le stock du capital physique par tête: nous évaluons le volume du stock de capital physique en recourant à l'étude de Pottelbergh et Bruno (1997).

Le stock du capital humain est donné par le taux de croissance de croissance de l'éducation en secondaire. Toutes ces variables sont extraites des données annuelles de la base des données de la Banque Mondiale (WDI, 2011).

c. Estimation du modèle et interprétation des résultats

Nous avons estimé économétriquement sur données de panel l'équation (18) pour un échantillon de 30 pays en développement, divisés en deux groupes¹³. Notre étude couvre la période 1982-2009.

L'étude économétrique en données de panel rend compte, à côté de la dimension individuelle, de la dimension temporelle des observations.

L'augmentation du nombre d'observation permet de tenir compte des différences individuelles de performances qui sont dues à l'influence d'autres facteurs autres qui sont considérées dans la régression.

La richesse de l'information dans l'estimation des modèles en données de panel conduit aux conséquences suivantes: d'une part, le nombre très important d'individus observés permet une grande précision des estimations. D'autre part, la variabilité considérable des observations conduit à des R² relativement faibles.

En estimant un échantillon de données de panel, la première chose qu'il convient de vérifier est la spécification homogène ou hétérogène du processus générateur des données. Sur le plan économétrique, cela convient à tester l'égalité des coefficients du modèle étudié dans la dimension individuelle. Econométriquement, les tests de spécification reviennent à déterminer si l'on est en droit de supposer que le modèle théorique étudié est parfaitement identique pour tous les pays, ou au contraire s'il existe des spécificités propres à chaque pays.

La présence d'effets spécifiques pour chaque individu rend les estimateurs des moindres carrés ordinaires non convergents. Dans ces conditions, nous devons accéder à l'estimation par la méthode *within* si ces effets sont fixes, ou la méthode des moindres carrés généralise si ces effets sont aléatoires.

L'application du test de l'existence des spécificités individuelles dans notre étude rejette l'hypothèse d'homogénéité des variables.

Une fois l'hétérogénéité des variables détectée, nous devons passer au choix entre la régression par la méthode within ou par la méthode des moindres carres généralisent GLS . Pour substituer entre ces deux méthodes, nous appliquons le test de spécification de Hausman (1978). Se référant à la statistique de ce test, les effets propres sont fixes car nous avons accepté l'hypothèse de corrélation entre les effets propres aux pays et les variables explicatives. Dans ce cas, la méthode within utilisée pour estimer le modèle avec effets fixes est convergente et efficace.

Tableau 1: Effets de l'industrialisation sur le PIB par habitant

	Pays Nord Africains	Pays de l'Afrique Subsaharienne
C	2.289*	4.0345*
IND	0.104**	0.051**
CAP	0.474*	0.26**
EDU	0.177*	0.044**
R2	0.98	0.97
N	140	698
Test		
Hausman	16.97*	94.95*

Source : Banque Mondiale : Industrie et développement 2010

*, **, ***: coefficient significatif respectivement à un seuil de 1%, 5% et 10%.

Les résultats de notre estimation confirment nos hypothèses. Ainsi, le niveau d'industrialisation, mesure par la valeur ajoutée du secteur industriel en pourcentage du PIB exerce un effet positif et statistiquement significatif sur le niveau du PIB par habitant dans nos échantillon constitués d'un ensemble de pays nord africains et d'un ensemble de pays subsahariens (un accroissement de la valeur ajoutée du secteur industriel de 1% engendre une hausse du PIB par habitant de 0,104% pour le premier groupe de pays et de 0,051% pour le second groupe de pays). Un résultat qui peut expliquer et justifier la contribution de l'évolution du niveau d'investissement de ces deux groupes de pays africains dans leur croissance économiques. L'effet exercé par l'industrialisation des économies, confirme également la régression économétrique, peut aussi contribuer à la transformation du potentiel du continent en des réalisations concrètes dans les prochaines années. Les pays africains ont réalisé des grandes performances en matière de croissance économique, mais le plus important est d'une part la continuité, et d'autre part, le développement des facteurs

endogène de création de la richesse. Des facteurs qui agissent sur la compétitivité de leurs économies.

Le coefficient de la variable représentant le stock de capital est de signe positif et statistiquement significatif, ce qui est conforme aux résultats du modèle néoclassique de croissance, à savoir l'effet positif de l'accumulation du capital physique sur le développement des nations. Une hausse de 1% du ratio d'investissement entraînerait une augmentation de 0,474% du PIB par tête pour les pays nord africains et de 0,26% pour les pays subsahariens.

Le signe de la variable éducation, qui identifie le rôle de la qualité du capital humain, est positif et statistiquement significatif. Il est identique au signe escompté dans les deux groupes de pays. Nous pouvons constater que l'indicateur du capital humain influence la croissance positivement, ce qui confirme le rôle important de l'éducation comme moteur des développements économiques. Une augmentation du taux d'accumulation du capital humain de 1% se traduit par un accroissement de 0,177% de la production pour le groupe des pays nord africains et de 0,044% de l'output des pays subsahariens.

PARTIE II : ANALYSE DE REALITE SUR L'AGRO-INDUSTRIE A MADAGASCAR

CHAPITRE I : STRUCTURES DE L'AGRO- INDUSTRIE A MADAGASCAR

Section 1 : CONTEXES GÉNÉRAUX

1-Performance industrielle de Madagascar

L’ étude de l’ ONUDI sur la performance industrielle des pays Africains entre 1990 et 2010, utilisant deux indicateurs, à savoir:

- a) le niveau d’ industrialisation pays caractérisé par la valeur ajoutée manufacturière (ou VAM) par habitant et
- b) la croissance industrielle caractérisée par le taux de croissance annuel de la VAM par habitant, a classé Madagascar parmi les pays en retard dont la VAM par habitant est de moins de 100US\$ et la croissance de la VAM par habitant moins de 2.5%. Ces pays en retard sont des pays exportateurs de ressources naturelles non transformées, produisant surtout des produits alimentaires et dont le secteur industriel contribue peu au PIB. Pour se développer, ils doivent faire de grands efforts pour appuyer leurs industries et se doter de capacités technologiques de base indispensables pour passer à des secteurs à plus forte intensité technologique. A noter qu’ il y a une augmentation des revenus à partir des activités industrielles si seulement le taux de croissance de la VAM est supérieur au taux de croissance de la population et qu’ ainsi, au rythme actuel de la croissance de leur VAM par habitant, il faudrait plus de 100 ans aux Pays en développement pour rattraper le niveau d’industrialisation actuel de la Chine .

2- Importations et exportations

La contraction de la demande internationale conjuguée avec la crise politique interne de ces dernières années a été défavorable aux exportations en général. Les dernières données montrent un accroissement de 13,2% de la valeur totale des importations en glissement annuel, et une amélioration de 34,3% de la valeur des exportations, générée essentiellement par les exportations de nickel et de cobalt.

En 2012, d'après l' Observatory of Economic Complexity : (i) les top 5 des produits exportés par Madagascar sont les Clous de girofle (10%), les Pull en maille (9.9%), les Crustacés (7.0%), les produits Pétroliers raffinés (5.4%), et les Minéraux de titane (3.6%) ; (ii) les Top 5 des pays de destination des exportations de Madagascar sont la France (32%), Singapour (6.8%), Allemagne (6.6%), Chine (5.9%), et États-Unis (4.8%) ; (iii) les Top 5 des produits importés par Madagascar sont les produits Pétroliers (19%), le Riz (2.8%), le sucre (2.5%), les Médicaments emballés (1.9%) et les Voitures (1.8%) ; et (vi) les Top 5 des pays d'origines des importations de Madagascar sont les Émirats arabes unis (15%), Chine (14%), France (7.9%), Afrique du Sud (6.1%), et les autres pays d'Europe (5.9%). A noter que Madagascar est le premier exportateur de Clous de girofle et de Vanille.

A noter que, selon l'INSTAT, le nombre d'entreprises qui exportent ne serait-ce qu'une faible partie de leur production est peu élevé compte tenu des données disponibles. En 2013, ces entreprises représentaient 18,6% de l'ensemble des entreprises industrielles et la quasi-totalité de leurs exportations était constituée des produits manufacturiers. Toutefois, leur poids dans le tissu industriel était loin d'être négligeable car près de 40% de l'ensemble de leur production proprement dite était exportée. Ces entreprises étaient à l'origine de 66,3% de la production et de 68,2% de la valeur ajoutée. Elles employaient plus de 2/3 de l'ensemble de la main d'œuvre. Enfin, à noter que plus de 50% des entreprises étrangères écoulent une partie de leur produit à l'extérieur contre 10% seulement pour les entreprises privées nationales.

3- Investissements

Depuis des années et compte tenu de l'insuffisance notable de l'épargne interne, Madagascar a fait appel aux investisseurs étrangers pour le développement de son secteur industriel. L'Etude sur les IDEs à Madagascar en 2012 montre l'évolution des flux d'investissements directs étrangers⁶ en milliards Ariary de 2006 à 2011 comme suit :

Tableau 02 - Evolution des flux d'investissements directs étrangers de 2006 à 2011

Flux d'IDEs	2006	2007	2008	2009	2010	2011
(Milliards Ariary)						

⁶ Par définition, il y a une relation d'investissement direct lorsque l'investisseur direct détient au moins 10 pour cent du capital ou 10 pour cent des droits de vote

Activités fabrication	39,6	15,6	1,0	99,6	41,5	137
Mines	442,1	886,2	1637,5	2069,	8 1360	1000,6
Autres activités	148,6	555,1	276,3	363,1	287,6	501,4
Total IDEs	630,3	1456,9	1914,8	2532,5	1689,	1 1639

Source : INSTAT/ENSOMD:2014

Ainsi, les IDEs dans les activités de fabrication ont tendance à la reprise après 2008. En 2011, les principaux investisseurs à Madagascar venaient de France, Maurice, Canada, USA, Royaume Uni et Chine. 90% des entreprises à IDEs étaient implantées dans la Région d' Analamanga. La production industrielle des entreprises à IDEs est passée de 288 milliards d' ariary en 2006 à 450 en 2011. Cette production se répartissait en 13,3% de fabrication de produits alimentaires et de boissons, 13,3% de produits à base de tabac, 41,8% de textiles et articles d'habillements, 1,5% d' Industrie des Cuirs et Chaussures, 6% de produits chimiques - pharmaceutiques - corps gras et 20,5% de fabrication de produits minéraux non métalliques.

Section 2 : ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE INDUSTRIELLE

1. Conception du modèle de développement

Pour développer leurs industries, les pays du benchmarking international ont utilisé les deux types de modèles industriels ci-après: Le modèle basé sur les Industries de Substitution à l'Importation ou modèle ISI qui, dans une économie planifiée, vise à remplacer les importations de produits de consommation par une production locale de ces mêmes produits. Plusieurs instruments politiques peuvent être utilisés pour ce faire: protections douanières sur les biens de consommation, droits de douane faibles ou supprimés sur les biens d'équipement, surévaluation du taux de change, subventions ou prêts bonifiés pour les industries nouvelles... Le modèle basé sur les Industries tournées vers l'Exportation ou modèle IE qui, dans une économie libérale et de libre concurrence, vise à remplacer les exportations traditionnelles par de nouvelles exportations basées sur les avantages comparatifs de ressources naturelles, de main d'œuvre ou d' espace:

- (i) utiliser l'avantage de la main d'œuvre à bon marché pour l'export de produits à faible valeur ajoutée (textile) et
- (ii) entreprendre une « remontée de filière ». Suivant les différents contextes international et national, Madagascar a fait l' expérience de plusieurs stratégies de développement industriel. Les deux systèmes économiques extrêmes, à savoir l' économie planifiée avec l' omniprésence de l' Etat, et l' économie de marché avec sa corollaire le désengagement de l' état du secteur productif, n' ont pas permis à Madagascar de décoller son industrialisation :

Le modèle ISI a eu des limites telles que la forte dépendance à l' importation des matières premières et intrants, le monopole et l' étroitesse du marché local, la mauvaise orientation des ressources Investissements publics à outrance, surdimensionnement des unités et non adaptation des grands projets mis en œuvre aux besoins du pays, mauvaise gestion.

Le modèle proposé pour Madagascar dans le cadre de la présente Politique Industrielle est le Modèle IE Dynamique dont l' objectif consiste à fournir un appui logique pour le soutien des arguments raisonnables afin de justifier la Politique Industrielle proposée pour Madagascar. Le Modèle est basé sur les valeurs fondamentales ci-après : l' effectivité de bonne gouvernance et le respect de l' intégrité, l' efficacité de l' Administration, la participation citoyenne, la lutte contre la corruption et l'insécurité, la sécurisation des investissements, la responsabilisation collective et la recevabilité et le développement durable. Dans ce sens, ce Modèle serait capable d' assurer une croissance inclusive, un environnement propice à la création d' emplois de qualité et en quantité, une dimension spatiale de développement et la compétitivité de l' industrie locale tant sur le plan national qu' international.

2-Les différents types de l'industrie agro-alimentaire et évolution de la production agricole

A Madagascar, on possède des plusieurs industries agro-alimentaires qui se trouve la majorité dans les régions.

Ces industries jouent le rôle essentiel dans la croissance et développement économique. Ils créent des emplois décents pour la population qui vit dans cette localité de ces industries, accroissent les revenus, augmentent la valeur des produits agricoles et favorisent la production agricole permettant d'assurer la sécurité alimentaire et de réduire la pauvreté.

On peut citer de quelques industries agro-alimentaires malgaches comme brasseries stars Madagascar, sucrerie côte ouest, socobis , compagnie vidzar, légumineuses condiments et fruits, sema eau vive, sucrerie de compliant, huilerie industrielle de Tamatave , société commerciale laitière (socolait) ,société industrielle et agricole du lac Alaotra, etc...

Le retard et l'insuffisance des pluies ont affecté les productions agricoles en 2012/13.

Plusieurs facteurs d'ordre climatique, économique et environnemental entraînent une diminution des superficies des cultures vivrières. Cette situation est observée plus particulièrement dans le nord ouest et nord est. La baisse des superficies a été plus élevée sur les périmètres situés à l'est du Lac Mangoro . Cette baisse est estimée à 20 pour cent pour les deux Districts d'Ambatondrazaka et d'Amparafaravola.

En outre, selon l'évaluation faite en avril 2013, les dégâts dus au cyclone Haruna ont été estimés à 7 500 hectares de rizières, 17 000 hectares de champs de maïs et 15 000 hectares de champs de manioc endommagés et/ou perdus. Les districts de Morombe, Tuléar II et Sakaraha ont été les plus affectés.

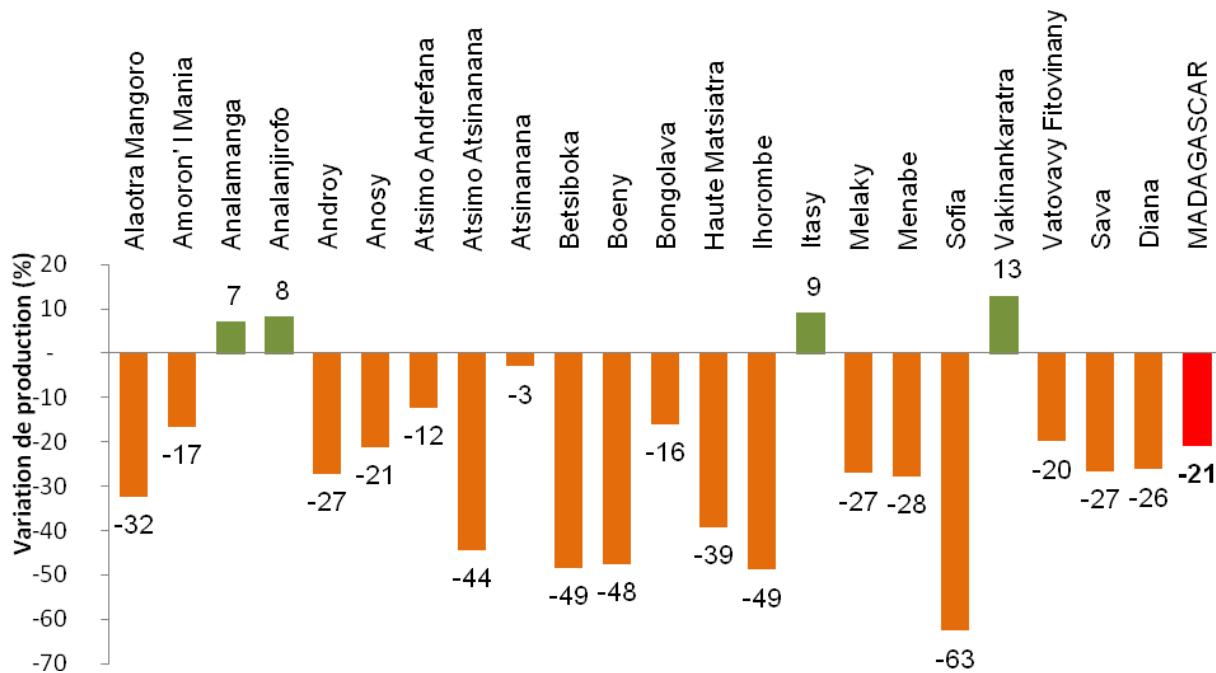
Par ailleurs, les dégâts causés par les criquets ont été constatés sur les cultures et les pâturages. L'évaluation faite en avril 2013 par le *Cluster sécurité alimentaire et moyens de subsistance* indique que les pertes les plus importantes ont été observées par ordre d'importance sur le maïs, le manioc et le riz.

La production totale de riz 2012/13 est estimée à 3 610 626 tonnes, soit environ 21 pour cent de baisse par rapport à celle de 2011/1. Ces baisses sont plus significatives dans les greniers rizicoles du pays notamment les régions d'AlaotraMangoro, Boeny et Sofia avec des

baisse de 32,3 pour cent, 47,6 pour cent et 62,6 pour cent respectivement. En revanche, les régions d'Analalamanga, Vakinankaratra, Itasy et Analanjirofo ont enregistré une augmentation de production de riz allant de 7 à 13 pour cent par rapport à celle de la précédente campagne agricole. Pour le maïs et le manioc, les productions en 2012/2013 sont estimées à 380 848 tonnes et 3 114 578 tonnes respectivement.

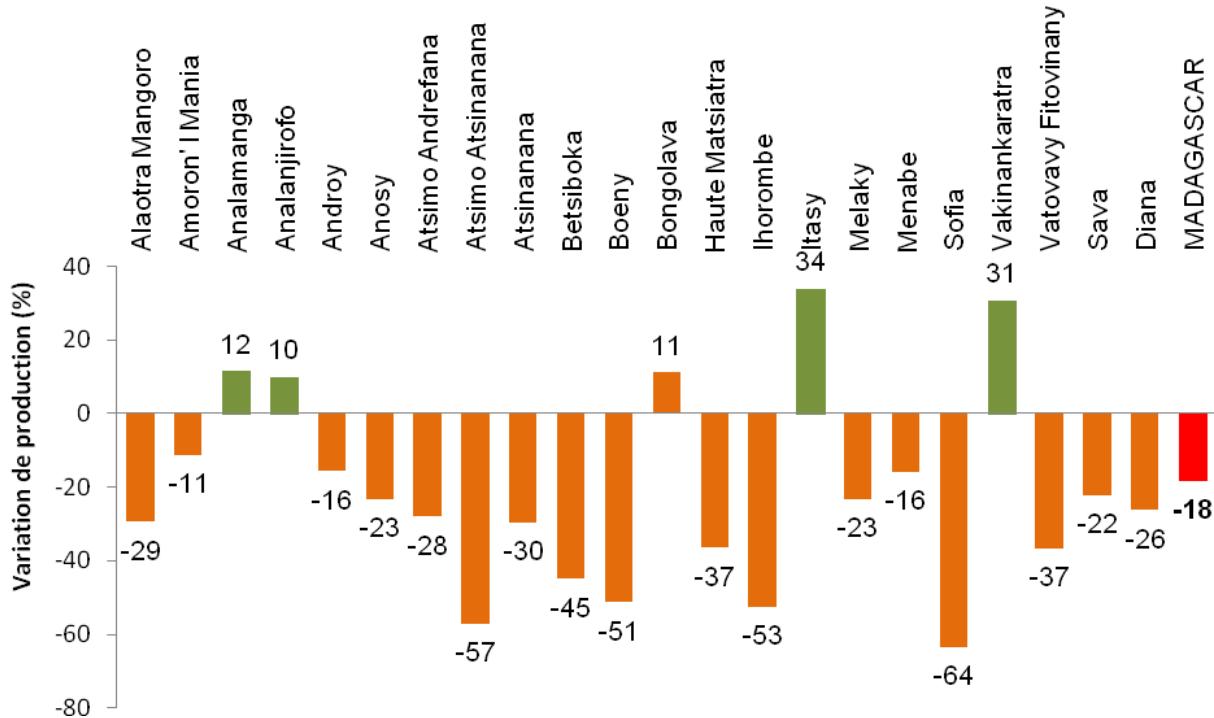
Les graphiques 3 et 4 ci-dessous donnent les productions de riz dans ces régions en 2012/13, en 2011/12 et la moyenne sur les cinq dernières années.

Graphique 3: Madagascar – Production du riz en 2012/13 comparées à 2011/12



Source: Enquêtes CFSAM 2013 et StatAgri (MinAgri)

Graphique 4: Madagascar – Production du riz en 2012/13 comparées à moyenne sur 5 ans



Source: Enquêtes CFSAM 2013 et StatAgri (MinAgri)

L'environnement économique et social actuel ne favorise pas le développement soutenu de ces branches des industries malgaches. Ces industries connaissent de faible technologiques, de déficience en ressources énergétiques, de lacunes en ressources méthodologiques et humaines, de la faiblesse du marché, des procédures d'importation et d'exportation, des taxes et redevances trop élevées, l'insuffisance des intrants locaux tant en qualité qu'en quantité, les problèmes liés à la normalisation de la qualité des produits, et les difficultés d'accès aux crédits.

De plus, l'industrie agroalimentaire est fragile et n'est pas très compétitif. Le climat et l'environnement des affaires ne favorisent pas le développement des industries existantes.

3) Stratégies et politiques industrielles

Le gouvernement de Madagascar a adopté la politique d'ouverture de marché au niveau mondial et surtout au niveau régional pour renforcer le commerce et l'industrie nationale notamment l'agro-alimentaire. Le pays est en train d'étudier la mise en place des mesures adéquates pour renforcer et améliorer la production agricole.

Pour assurer un développement industriel durable, il s'agit de mettre en place des mesures afin de:

- améliorer l'environnement des affaires

- promouvoir les investissements (locales, privés et étrangers)
- stimuler le développement des entreprises locales
- renforcer l'intégration du pays sur le marché mondial et régional

CHAPITRE II : LES PROBLEMES MAJEURS DE L'AGRO-INDUSTRIE DE MADAGASCAR et LES ACTIONS PROPOSÉES

Section 1: LES PROBLEMES MAJEURS

A Madagascar, nombreux obstacles sont frappé le développement des industries agroalimentaires.

L'environnement économique et social actuel ne favorise pas le développement soutenu de ces branches des industries malgaches. Ces industries connaissent de faible technologiques, de déficience en ressources énergétiques, de lacunes en ressources méthodologiques et humaines, de la faiblesse du marché, des procédures d'importation et d'exportation, des taxes et redevances trop élevées, l'insuffisance des intrants locaux tant en qualité qu'en quantité, les problèmes liés à la normalisation de la qualité des produits, et les difficultés d'accès aux crédits.

De plus, l'industrie agroalimentaire est fragile et n'est pas très compétitif. Le climat et l'environnement des affaires ne favorisent pas le développement des industries existantes.

En s'attelant à la stimulation d'une croissance rapide et soutenue d' agro- industries, le gouvernement de Madagascar doit surmonter trois défis majeurs:

- a-l'insuffisance de la production agricole;
- b-'imperfection des marchés agricoles ;
- c- la faiblesse des institutions, l'inefficacité de politiques industrielle et absence de bonne gouvernance.

a)Insuffisance de la production agricole

La productivité agricole s'est développée plus lentement à Madagascar que dans la plupart des autres pays à potentiel agro-alimentaire similaire. Avant le début de la Révolution verte asiatique, la moyenne des rendements rizicoles à Madagascar était identique à celle observée en Indonésie. Au cours des quarante dernières années, les rendements rizicoles en Indonésie se sont multipliés, alors qu'ils ont stagné à Madagascar. Aujourd'hui, l'écart entre la moyenne des rendements réalisés par les agriculteurs et les rendements maximum qui atteignent dans des conditions expérimentales

se trouve proche de 75 % à Madagascar contre 20 % en Indonésie.

-*L'utilisation de pratiques agricoles dépassées* les producteurs en matière de technologies sont améliorées, et de la faiblesse des programmes de formation et de vulgarisation.

L'absence d'un service public fonctionnel de vulgarisation, des projets de développement appuyés par les bailleurs de fonds ont tenté de faire appel à des ONG et des entreprises privées. Mais cette approche n'a pas aujourd'hui restes limités en termes de couverture géographique, et considérablement inégaux en termes de qualité. C'est à dire que plus de 50 % des ménages ruraux ne disposent pas actuellement dans l'accès de l'agent en vulgarisation.

-*La disponibilité limitée et de couts des intrants élève*

Elle s'explique par le faible développement des systèmes de distribution d'intrants, le niveau élevé des coûts de transport.

En Indonésie, 95 % des surfaces rizicoles sont cultivées à l'aide de variétés modernes, tandis qu'à Madagascar, cette proportion n'est que de 20 %.

¶*La faible utilisation de crédit pour la production*

Effectif de financement bancaire, d'une part, et d'une offre de servi inappropriée, d'autre part manques des connaissances et des compétences nécessaires pour recourir au financement du secteur bancaire.

-*La déficience des infrastructures de production*, surtout des infrastructures d'irrigation. En outre, une des raisons majeures de la faiblesse de la productivité de riz réside dans le manque de maîtrisé efficace de l'eau.

-*Le faible capital humain.* Les travailleurs agricoles souffrent d'une diminution de leur capacité physique qui résulte de la mauvaise nutrition, de l'insuffisance des services ruraux de santé, et d'un manque de compétences attribuable au manque d'opportunités d'éducation pour la population rurale, en particulier d'opportunités de formation professionnelle. Ces faiblesses vont constater par la faiblesse des structures organisationnelles qui reflètent l'absence d'une tradition de collaboration formelle et informelle.

D'après l'INSTAT, 23 % de la main d'œuvre agricole n'a jamais fréquenté l'école, et 63 % n'a pas poursuivi au-delà de l'école primaire.

Extensification agricole : Une option pour l'avenir.

La croissance agricole est accélérée par l'effort d'augmenter la production sur les terres cultivées qui peut s'accompagner de la mise en valeur de nouvelles terres, car de nombreuses zones agricoles restent non exploitées et peu peuplées. Dans les zones sous-exploitées où les travailleurs agricoles sont rares, l'extensification impose le recours à une certaine mécanisation pour compenser la quasi-absence de main d'œuvre. Au cours de ces dernières années, plusieurs projets ont été initiés avec une agriculture mécanisée de grande échelle mais se sont heurtés à des obstacles. Le plus célèbre de ces projets reste celui de l'entreprise Daewoo, dans le cadre duquel une superficie allant jusqu'à 1,5 millions d'hectares devait être cédée à ces investisseurs étrangers. La controverse publique montre l'importance des sensibilités politiques lorsque des schémas d'investissement dans l'agro-industrie, ne font pas l'objet de négociations ouvertes et transparentes. L'extensification reste une option importante pour stimuler une croissance agricole accélérée ; mais pour sa réussite, un certain nombre de problèmes sociaux, politiques et institutionnels devront être surmontés.

-*L'absence de sécurité foncière*, due à un système traditionnel d'allocation et d'administration de terre, lesquels découragent l'investissement étranger dans les améliorations de la productivité, surtout l'irrigation et la construction de terrasses.

-*La dégradation des ressources naturelles*, due à l'utilisation de pratiques agricoles nuisibles à l'environnement et non durables, notamment les méthodes de culture sur brûlis.

b) L'imperfection des marchés agricoles

Le sous-développement des marchés agricoles se reflète dans le fait que seul 40 % du produit brut des exploitations est commercialisé à Madagascar en 2009 et moins de 25 % des ménages ruraux retire un revenu monétaire de la vente des produits agricoles pour l'année 2007. Les fortes variations saisonnières des prix indiquent un manque de capacité de stockage fiable. En outre, les prix varient considérablement selon les régions du pays à cause des coûts élevés de transport sur le réseau intérieur.

La médiocrité de la performance des marchés agricoles de Madagascar peut être attribuée par:

Les infrastructures inadaptées sur la commercialisation notamment les infrastructures de transport, qui nuisent à l'intégration des marchés agricoles. Quand cela est mis en évidence dans le domaine de transport, de nombreuses régions restent enclavées car le réseau routier existant se révèle sous-développé et mal entretenu. L'Indice d'accès rural pour Madagascar, défini comme le pourcentage de population rurale qui vit à moins de 2 km d'une route praticable toute l'année, est de 2,4 %, taux extrêmement faible comparé aux autres pays en développement.

La couverture du réseau ferroviaire reste limitée et les installations portuaires se trouvent pour la plupart en mauvais état sauf à Tamatave, Diego Suarez et Fort Dauphin/Exhala.

-Climat des affaires non favorables qui décourage l'investissement privé, en particulier pour les petites et moyennes entreprises qui ne disposent pas des moyens financiers et humains pour faire face aux procédures réglementaires longues et coûteuses .

La majorité des opérateurs dans le secteur agricole restent confinés dans le secteur informel. Les règlement administratives agissent des barrières à l'entrée, et découragent l'arrivée des investisseurs potentiels. La sous investissement expliquent que les marchés agricoles demeurent sous-développés et peu compétitif.

Faiblesse des institutions, inefficacité des politiques industrielles et absence de bonne gouvernance

c) Faiblesse des institutions

Les institutions publiques opérant dans les industries agroalimentaires à Madagascar se trouvent fragmentées, insuffisamment pourvues de personnel qualifié, et gérées de manière souvent incohérente.

Avant la crise politique en 2009, des progrès avaient été effectués dans l'élaboration d'une approche budgétaire programmatique intégrée, mais cet effort s'était ralenti à cause de l'alignement insuffisant du secteur sur une stratégie bien définie, de la carence d'un plan d'investissement entièrement budgétisé, et de l'absence d'un cadre de dépenses à moyen terme.

-Inefficacité de la politique industrielle

Les politiques industrielles ont tendance à être modifiées au rythme des changements de dirigeants politiques. Alors, ces politiques ne sont pas mises en valeur dans le développement du pays. C'est à dire une stratégie d'industrialisation est mal connue et non planifiée sur la phase de développement.

A court terme, ces stratégies ne permettent pas d'entretenir un processus durable de croissance et de développement. Par conséquent, la pauvreté et les inégalités sont toujours fortement présentes dans notre pays.

-Absence de bonne gouvernance

La faible gouvernance dans les branches des industries agroalimentaire Malgache décourage l'investissement étranger, ce qui entraîne un retard de développement industriel.

Section 2 : LES ACTIONS PROPOSEES

Pour corriger les problèmes majeurs qui entravent les industries agro-alimentaires malgaches, on propose des solutions envisagées permettant d'assurer la crise alimentaire et de réduire la pauvreté.

A/ Renforcement du secteur agricole en utilisant les cinq points essentiels

La transformation de l'agriculture de subsistance en vigueur aujourd'hui en une agriculture commerciale ne s'annonce pas facile, pour deux raisons principales. Premièrement, la plupart des activités agricoles sont privées et, donc, les dépenses publiques ne peuvent stimuler leur croissance que de manière indirecte. Les politiques gouvernementales peuvent jouer un rôle de catalyseur dans la stimulation des investissements privés et des services, mais ces interventions doivent être ciblées de manière appropriée et programmées correctement, afin d'encourager plutôt que d'évincer les initiatives privées.

Deuxièmement, la transformation ne deviendra possible que lorsqu'un grand nombre de conditions préalables auront été remplies, toutes nécessaires, bien qu'aucune d'entre elles ne soit suffisante en elle-même. Ceci signifie qu'il n'existe pas de solutions rapides et simples pas de solution miracle - pour relancer l'agriculture.

1. Renforcement des systèmes de distribution privés

Une croissance soutenue de la productivité agricole requiert une innovation technologique continue, qui dépend de la disponibilité en temps utile des intrants tels que la semence, l'engrais et les produits chimiques pour les cultures

Les systèmes redistribution d'intrants menés par le secteur privé sont montrés un véhicule approprié pour garantir cette disponibilité. Par le passé, la distribution d'intrants à Madagascar était effectuée par des agences publiques et des organismes paraétatiques avec des résultats plus que mitigés. Ce constat a poussé les autorités à élaborer une nouvelle stratégie nationale pour la semence et l'engrais, centrée sur les prestations de service du secteur privé mais cette stratégie n'a pas encore été mise en œuvre.

La dissémination des variétés de semences modernes représente une des plus prometteuses sources de "gains rapides " pour l'agriculture malgache. Ces variétés modernes possèdent le potentiel d'accroître les rendements de pratiquement tous les principaux produits cultivés à Madagascar. La production et la commercialisation des semences sont, par nature, désactivées commerciales, ce qui suggère que les efforts de renforcement des systèmes de distribution de semence devraient être menés par le secteur privé. En même temps, celui-ci peut avoir besoin de l'appui des autorités, notamment dans la phase initiale de ses activités. Cet appui pourrait se présenter sous deux formes: d'une part, des investissements publics qui réduisent les coûts de R&D des sociétés privées (par exemple, des investissements publics dans la recherche sur la phylogénétique et la production de semences de base), et d'autre part la promulgation de politiques qui favorisent l'émergence d'une filière de semence diversifiée et compétitive. Les actions spécifiques nécessaires dans ces deux domaines sont énoncées dans la Stratégie Nationale de Semence, récemment élaborée, dont la mise en œuvre a été stoppée par la crise politique.

Le développement d'une filière engrais efficiente, rentable et compétitive nécessite un renforcement de la demande d'engrais et des circuits d'approvisionnement. La demande d'engrais demeure actuellement très faible à Madagascar, c'est pourquoi les actions entreprises pour améliorer l'approvisionnement n'aboutiront pas, à moins qu'elles ne soient accompagnées d'activités qui peuvent accroître la demande effective. Les interventions possibles comprennent des mesures qui peuvent améliorer la capacité des agriculteurs à accéder au crédit nécessaire pour acheter l'engrais, ainsi que l'utilisation de bons pour engrais, afin de rendre ce dernier accessible aux agriculteurs les plus pauvres.¹⁸⁵ Il semble

toutefois important que ces programmes restent limités dans le temps et que les subventions s'éliminent progressivement, au fur et à mesure que les quantités utilisées d'engrais augmentent et que la distribution commerciale devient rentable. Le programme d'urgence financé par la Banque Mondiale en 2008 pour promouvoir l'utilisation d'engrais pendant la crise alimentaire mondiale avait réussi à dynamiser la production, mais le programme s'est révélé très coûteux à cause d'inefficiencies techniques et d'un taux très faible de remboursement des prêts, ce qui montre que le modèle de mise en œuvre mené par le secteur public n'est pas soutenable.

Le Gouvernement devrait promouvoir l'investissement privé dans la filière, par exemple la réduction des exigences réglementaires et des restrictions commerciales, la réduction des impôts et des droits à l'importation et par l'attribution de garanties de crédit

Partie. Il devrait éviter de participer directement à l'importation et à la distribution d'engrais. Le Ministère de l'Agriculture a récemment obtenu un financement de la part d'investisseurs privés indiens pour appuyer la construction de six usines d'engrais. Cette initiative paraît bienvenue, mais les termes de ces transactions doivent être rendus publics, et il importe que la gestion et le fonctionnement des installations incombent rapidement au secteur privé.

2. Renforcement des *compétences des agriculteurs*

Maintenir les agriculteurs bien informés et dotés des bonnes connaissances repose sur un système vulgarisation et de perfectionnement. En l'absence d'un service public de vulgarisation agricole, la seule option pratique à Madagascar pour la prestation de services de vulgarisation réside dans le recours à des prestataires de services privés et d'ONG.

Dans un sens, cette dépendance semble souhaitable car les services de vulgarisation fournis par un service public géré au niveau central, ont été, en général, discrédités. Au cours des dernières années, le Gouvernement et plusieurs partenaires au développement ont essayé de promouvoir l'émergence .Les programmes de bons d'engrais peuvent être conçus de différentes manières, mais, en général ils impliquent la distribution de bons de crédit aux agriculteurs incapables d'acheter de l'engrais avec leurs propres ressources. Les bénéficiaires utilisent les bons pour acheter de l'engrais, d'habitude auprès de fournisseurs privés. Les bons peuvent couvrir le coût total de l'engrais (subvention entière), ou il peut être demandé aux agriculteurs de compléter la valeur des bons à l'aide de leurs propres fonds (subvention

partielle). Les fournisseurs d'engrais rachètent les bons auprès du Gouvernement contre des espèces. Les bons permettent de cibler les subventions d'engrais, quoique de manière imparfaite, tout en renforçant, en même temps, la demande effective d'engrais. Les services de conseils privés en finançant la mise en place des *Centres de Services Agricole*, dont la fonction consiste à mettre en relation les producteurs avec les prestataires de services. La mise en place du réseau de CSA s'est ralentie pendant la crise politique, et il semble encore trop tôt pour évaluer cette initiative. Son succès à long terme dépendra de l'existence d'une forte demande effective pour les services agricoles, parce que sans demande effective, il n'existera guère d'incitations pour les prestataires de services privés à développer leurs activités.

Pour cette raison, il importe de continuer à appuyer l'approche CSA en soutenant les organisations de producteurs, en vue d'une utilisation payante des services de conseils, comme aujourd'hui via un certain nombre de projets de développement qui devraient être coordonnés à travers le *Fonds de Développement Agricole*. Des efforts apparaissent également nécessaires pour renforcer les organisations de producteurs elles-mêmes, étant donné que celles-ci restent très peu développées à Madagascar par rapport à de nombreux autres. Reconnaissant le manque de capacité de la population rurale ciblée par les programmes de développement agricole, certains partenaires techniques et financiers ont engagé des ressources importantes dans une nouvelle initiative visant à renforcer les compétences de la main d'œuvre agricole. La plupart des interventions proposées ont été conçues pour décentraliser les activités de formation, en les déplaçant des établissements d'enseignement traditionnels, situés dans les grands centres urbains, vers les clients cibles situés dans les zones rurales. L'idée consistait à mettre à la portée des communautés rurales des cours de formation professionnelle qui leur permettraient d'améliorer leurs compétences techniques dans la gestion d'exploitations agricoles commerciales et d'entreprises agro-alimentaires.

3. Identifications rapides des gains dans les infrastructures au niveau des exploitations

Le manque d'infrastructures reste une contrainte majeure, en particulier celles liées à l'irrigation, à la transformation des produits agricoles, et au stockage des récoltes.

Les investissements dans des infrastructures de petite échelle peuvent avoir des impacts rapides et significatifs sur la production. Pour l'Etat, la priorité sera d'étendre l'irrigation par la stimulation des investissements dans des technologies d'irrigation de petite échelle

accessibles. La réussite des programmes pilotes mis en œuvre à Madagascar montre l'efficacité des financements pour assurer la rentabilité des investissements. On distingue que la réussite contribue des systèmes d'irrigation de petite échelle,. Ces derniers impliquent d'être susceptibles et de répondre aux besoins des communautés locales, car ces dernières peuvent intervenir sur les décisions concernant la gestion de l'eau.

Ainsi, la plupart des agriculteurs à la priorisation de l'irrigation de petite échelle n'empêche pas la nécessité d'investir dans l'irrigation de grande échelle; avec une bonne gestion et un entretien adéquat. Les systèmes d'irrigation de grande échelle peuvent être productifs. Cependant, les investissements dans l'irrigation de grande échelle nécessitent un cadre temporel plus long, à cause de leur taille et de leur complexité technique.

A Madagascar ,pour augmenter la capacité de stockage au niveau villageois et/ou pour améliorer l'utilisation des installations existantes en introduisant des systèmes de stockage de grains dans le cadre desquels les agriculteurs qui déposent leurs récoltes reçoivent une avance en espèces contre les recettes issues des futures ventes. La clé de la réussite ne réside pas seulement dans la construction de l'installation physique, mais également dans le développement de la capacité des usagers à gérer les stocks de manière efficace.

4. Amélioration à haute potentialité des routes desservant les zones de production

La transition d'une agriculture de subsistance vers une agriculture commerciale se doit de reposer sur un réseau routier qui relie les zones de production avec les marchés, pour les intrants et les consommateurs. Certaines des zones principales de production agricole, dont les couvettes de riz" du Lac Alaotra et d'Andapa, ne peuvent s'appuyer que sur une mauvaise liaison routière avec Antananarivo et d'autres centres majeurs de consommation. De même, les agroindustries situées en milieu urbain et en périphérie ne peuvent s'approvisionner en matières premières à moindre coût en raison de la mauvaise qualité des transports.

Actuellement, il existe peu de capacité pour entreprendre l'analyse rigoureuse nécessaire pour assurer que les investissements dans le transport soient ciblés efficacement. A plus long terme, il deviendra nécessaire d'évaluer l'importance relative des routes primaires par rapport aux routes secondaires et tertiaires, ainsi que le bon équilibre entre la construction de nouvelles routes et l'entretien des routes existantes. Les routes rurales remontrent, par nature, relativement chères à construire et entretenir, et peu rentables car elles desservent en général des zones à population éparses, où l'on peut s'attendre à une faible circulation, et

la nature ainsi que la responsabilité de leur entretien ne pourront être déterminés que dans le contexte d'une politique de décentralisation bien comprise .Il n'en reste pas moins que l'entretien des routes sur les tronçons reliant les centres de production et les villes doit retenir l'attention, non seulement pour le développement adéquat des marchés agricoles mais aussi pour assurer la sécurité alimentaire dans les villes.

B/ Lancement de PPP pour attirer les investissements étrangers

L'agriculture se présentant essentiellement comme une activité privée, la réalisation des objectifs politiques du gouvernement dépendra, de manière cruciale, de la volonté des investisseurs privés à s'engager dans le secteur. Les investisseurs, tant nationaux qu'étrangers ont manifesté leur intérêt pour l'agro-industrie, mais ce potentiel a été affaibli par les obstacles légaux et administratifs ainsi que par le niveau élevé de l'ingérence politique dans les processus de décisions. Le Gouvernement a lancé un certain nombre d'initiatives visant à encourager les investissements comme, par exemple, la proposition de mettre à disposition des terrains à des termes concessionnels et l'exemption de taxes sur les machines agricoles importées, mais ces initiatives ont souvent manqué de transparence, et les avantages qu'elles ont générés ont souvent été capturés par une élite. Ces initiatives n'ont pas été suffisamment partagées et ne résultent pas d'un consensus, ce qui apparaît d'autant plus préjudiciable que le secteur est sensible, tant culturellement que socialement. Les efforts pour attirer les investissements dans le secteur devraient toutefois s'accroître pour profiter de l'intérêt national et étranger grandissant, en accordant la priorité à la mise en place de règles du jeu claires pour les investisseurs, à la réduction des obstacles à l'entrée, et à la stabilisation de l'environnement politique. La clarification de la politique relative à l'acquisition de terrain par les investisseurs se révèlera particulièrement cruciale, puisque le manque d'accès à la terre constitue un obstacle majeur. L'introduction d'instruments financiers, pour préserver les investisseurs des pertes issues de facteurs climatiques ou biologiques imprévisibles et essentiellement non maîtrisables, réduirait les risques auxquels s'exposent les investisseurs dans le secteur. L'expérience réussie de partenariats public/privé (PPP) dans d'autres pays en développement a permis de montrer qu'il est possible de trouver l'équilibre entre une exploitation commerciale rentable et le développement régional, par la création d'emplois et les synergies avec les petits agriculteurs; par exemple, par l'utilisation des systèmes transitionnels de production et l'établissement de contrats entre l'agro-industrie et les producteurs.

C/ La mise en place de politique industrielle efficiente

a) Les objectifs à moyen et long termes d'une politique industrielle des agroalimentaires à Madagascar s'avèrent multiples et variés.

Ces branches doivent accroître sa productivité pour devenir rentable et approvisionner une population. La poussée de l'industrialisation va également déplacer des ménages vers les villes, exacerbant le problème de la sécurité alimentaire en milieu urbain. La croissance soutenue du secteur agricole apparaît primordiale pour créer des emplois et stimuler l'émergence d'une industrie agro-alimentaire dans le pays. Enfin, bien maîtrisé, le secteur peut devenir une source d'exportations et de devises pour le pays car les opportunités ne manquent pas, tant pour des produits à faible valeur (riz, mais aussi pomme de terre, manioc, sorgo) qu'à haute valeur (épice et fruits exotiques).

b) L'atteinte de ces différents objectifs dépendra de la capacité du Gouvernement à faire les choix appropriés de politique économique.

Cela commence par la gestion des prix alimentaires, surtout celui, sensible, du riz, où un équilibre entre les intérêts des producteurs et des consommateurs devra être trouvé. Les prix alimentaires élevés nécessitant de stimuler l'investissement dans le secteur, profitent directement à ceux qui vivent de l'agriculture non seulement les agriculteurs, mais également de nombreux autres intervenants dans la chaîne de valeur de l'industrie alimentaire. Or, ils pénalisent les consommateurs, surtout les consommateurs pauvres dans les villes, qui dépensent une grande part de leur revenu pour l'alimentation. Dans le court terme, le Gouvernement peut chercher à réduire les prix en contrôlant les tarifs d'importation, les taxes et subventions et en adoptant des mesures similaires pour réduire la variabilité des prix alimentaires, mais dans le long terme, de telles mesures de politique fiscale risquent de nuire au développement du secteur en décourageant les producteurs. La seule réponse qui parviendra à réconcilier ces deux intérêts divergents consiste à augmenter la productivité agricole, ce qui conduira à une baisse des coûts de production alimentaire qui devrait se répercuter sur les prix pour les consommateurs.

Les contraintes du secteur agricole à Madagascar sont bien connues, ainsi que les interventions nécessaires pour les surmonter ou même les éliminer.

En règle générale, les approches passées ont été trop centralisées et mises en œuvre par l'administration centrale et des agences publiques ou paraétatiques qui ont manqué de capacité et d'engagement. Souvent, les interférences et l'instabilité politique ont conduit à

des actions inopportunnes en faveur d'intérêts privés au détriment du bien public. En outre, l'appui public a été réparti de manière très inégale, avec une part disproportionnée des ressources publiques phagocytée par un petit nombre d'entreprises privées.

Afin de s'attaquer au manque de cohérence et de stabilité dans ses politiques agricoles, le Gouvernement a initié le développement d'une approche programmatique, le *Programme Sectoriel Agricole*, en 2002. Le PSA poursuit l'objectif d'énoncer une vision pour le développement à long terme du secteur agricole (dont l'agriculture, l'élevage et la pêche) et de mettre en place un cadre complet qui permettra une utilisation plus rationnelle par le secteur privé des ressources publiques, y compris celles reçues des partenaires au développement. Le travail sur l'élaboration du PSA s'est temporairement ralenti dans le contexte de crise politique, mais sa reprise s'annonce vitale car il offre l'opportunité de construire et, surtout, d'accélérer la mise en œuvre d'une politique agricole pour le court et le long terme. Il reste encore beaucoup d'efforts à faire pour que cette vision se transforme en un plan d'actions clairement défini, priorisé avec bon sens et doté d'un plan d'investissement budgétisé. Il est à noter qu'au cours de ces deux dernières années, plus de 20 pays africains ont réalisé des progrès significatifs dans l'élaboration de stratégies nationales de développement agricole, la préparation de plans nationaux d'investissement agricole.

C'est dans ce contexte que doivent être comprises les cinq actions prioritaires identifiées dans la section précédente. Ces cinq actions pourraient engendrer des bénéfices immédiats avec des coûts maîtrisables, et ainsi servir de tremplin pour la croissance du secteur. Pourtant, il faut reconnaître que la mise en œuvre de cet ensemble, même limité, d'actions prioritaires, ne semble pas facile. Un effort de renforcement du cadre institutionnel s'impose car les institutions publiques chargées de s'occuper de l'agriculture se montrent faibles et éclatées. De surcroît, il faut mener une analyse approfondie de la structure institutionnelle actuelle, dans l'objectif d'en identifier les forces et les faiblesses, et de proposer les réformes nécessaires. La répartition des responsabilités entre les secteurs public et privé devra être incluse dans cet agenda, notamment dans les domaines tels que l'approvisionnement et la distribution d'intrants. Des efforts seront nécessaires pour renforcer la capacité au sein du Ministère de l'Agriculture et pour le doter des ressources humaines et financières requises pour qu'il puisse correctement assumer ses responsabilités en matière de vision stratégique, de suivi et d'exécution budgétaire, de planification des investissements et, parfois, de

régulation. Cet effort devra inclure toutes les actives dans le secteur agricole et les administrations déconcentrées et décentralisées, qui sont amenées à jouer un rôle de plus en plus important au fil du temps. Il conviendrait d'entreprendre un exercice de planification de long terme dans le cadre de la budgétisation programmatique, afin de mieux harmoniser les objectifs avec les moyens et de sensibiliser l'ensemble des acteurs au sein du secteur.

Le renforcement institutionnel devra servir à améliorer la gouvernance au sein du secteur, qui à son tour contribuera à augmenter la confiance dans les institutions. Certaines politiques agricoles actuelles favorisent les intérêts de certains groupes aux dépens d'autres et, d'une manière générale, les interventions de l'Etat sont perçues avec méfiance par les Agriculteurs et les intervenants le long de la chaîne de valeur. Il convient donc que le Gouvernement regagne la confiance des acteurs. Les objectifs ainsi que les règles du jeu ont besoin d'être clairement exprimés et expliqués de manière convaincante. La collecte et le partagée l'information demeurent essentiels dans un secteur où les conditions sont amenées à changer rapidement sous l'influence des marchés internationaux et des chocs climatiques. Les règles et réglementations relatives à la production et à la commercialisation se doivent d'être communiquées opportunément, et de demeurer stables dans le temps pour procurer une certaine confiance aux investisseurs existants et potentiels. Pour les produits stratégiques tels que le riz, le blé, les produits laitiers et les huiles végétales, la transparence doit être de mise dans l'attribution des permis d'importation et des licences de distribution, pour éviter le favoritisme et établir la confiance, selon laquelle un seul ensemble de règles s'applique à tous. Dans l'agriculture comme dans d'autres secteurs, la performance des services publics démontre faible, en partie à cause du manque de capital social dans les communautés rurales. Ceci provient généralement des connaissances limitées et des faibles compétences au sein de la population rurale, entretenues par la quasi-absence d'organisations locales fortes. Par rapport à la plupart des pays en développement, Madagascar compte un nombre réduit d'associations paysannes, de coopératives de producteurs, de sociétés d'épargne et de crédit et d'autres types de communautaires.

D/Mesures des politiques industrielles

Annexe 1

CONCLUSION

Les pays industrialisés ont découvert le rôle crucial d'industrialisation inclue par la grande part du secteur industriel dans le produit intérieur brut .Ils soutiennent leurs industries à travers les politiques ciblées et l'investissement appropries dans leurs institutions.

Les théoriciens de la croissance moderne affirment que la croissance est un processus permanent de l'innovation technologique, de la modernisation et de la diversification de l'industrie qui permet d'améliorer les différents types d'infrastructures et d'arranger les institutions constituant le contexte du développement de l'entreprise.

L'industrialisation peut changer la structure économique aux activités des économies avancées .Elle est considérée comme une source d'externalité pour les autres secteurs. Par conséquent, elle s'accroit la potentialité économique et favorise le développement économique.

Le libre -échange est un principe visant à favoriser le développement du commerce international en supprimant les barrières douanières tarifaires et non tarifaires. Le fondement de ce système repose dans les théories économiques classiques de la division du travail et de l'avantage comparatif. Selon les principes de l'avantage comparatif, tous les partenaires de la spécialisation internationale devraient bénéficier de la baisse des coûts de production liées à l'échange.

La réduction des écarts entre les systèmes se fait par l'intermédiaire des échanges commerciaux, de la mobilité du capital et du déplacement de la main d'oeuvre.

Tous les économistes néoclassiques ont une croyance fondamentale commune: le respect du mécanisme des prix permettra à l'économie de marché de donner à chacun ses meilleures chances de développement.

Le protectionnisme est une politique économique interventionniste menée par un Etat ou groupe d'Etats. Cette politique commerciale consiste dans la protection des producteurs nationaux contre la concurrence des producteurs étrangers. Les mesures protectionnistes consistent essentiellement à limiter les importations et augmenter les exportations.

Les NPI asiatiques ont atteint une croissance industrielle importante. Ce succès industriel des NPI asiatiques était basé sur un accroissement des exportations des produits manufacturés, libéralisation du commerce et une intervention étatique minimale.

Madagascar appartient dans les pays moins industrialisés du monde .Il est un pays à vocation agricole avec des faibles industrialisations. Concernant le type d'industries agro-alimentaires, il y a des problèmes majeurs qui frappent la croissance de cette industrie. Ce sont la faiblesse de la productivité agricole, sous performance des marchés agricoles, absence des politiques industrielles efficientes, manques des technologies industrielles modernes et des compétences techniques d'utilisations de même des mains d'œuvres qualifiées ainsi que les infrastructures sont traditionnelles et enfin la faiblesse des investissements étrangers.

Malgré toutes ses difficultés et pour sortir son état de sous- développement, il faut passer dans l'industrialisation. Celle- ci est basée sur la croissance d'industries compétitives. L'agro- industries est favorable pour notre pays. Pour réussir, on se met dans l'ouverture du commerce mondiale. De plus, on fait le passage de l'économie agricole vers l'industrielle , le renforcement des systèmes de distribution privés ,le renforcement des compétences des agriculteurs, indentification rapides des gains dans les infrastructures au niveau des exploitations, l' amélioration à haute potentialité des routes desservants les zones de production, lancement de PPP pour attirer les investissements étrangers et la mise en place de la politique industrielle efficiente qui ont conduit de favoriser la croissance et développement économique permettant d'assurer la sécurité alimentaire des populations actives et de réduire la pauvreté .

Nous avons tenté enfin de montrer que les politiques d'industrialisation fondées principalement sur l'import- substitution, les nationalisations, l'intégration nationale des facteurs de production ont conduit les économies malgaches dans une impasse.

Cependant, l'expérience montre que le développement économique passe nécessairement à long terme par l'industrialisation. Pour réussir, celle- ci doit être basée sur la croissance d'agro- industries compétitive.

Dans les conditions du transfert des technologies, la compétitivité industrielle passe obligatoirement par une plus grande ouverture extérieure, et la croissance d'industrie dépend de la stratégie d'industrialisation. D'où, nos hypothèses mises en avant sont vérifiées.

Mais dans les conditions de fonctionnement du marché capitaliste international, les inégalités ne sont plus un facteur secondaire comme aux premières phases de l'industrialisation, mais sont devenus un facteur essentiel.

ANNEXE

Tableau 02 : grandes orientations de la politique industrielle

1 Mesures d'appuis pour la relance à court terme du secteur industriel
2 Renforcement de la gouvernance économique
3 Amélioration de l'environnement des industries Malagasy
4 Mise à niveau des industries existantes
5 Promotion de l'industrialisation rurale et régionale
6 Incitation à l'exportation vers les marchés régionaux et internationaux
7 Pilotage proactif de la transformation de notre industrie vers une industrie technologique à plus haute valeur ajoutée
8 Mise en œuvre et suivie de la politique industrielle

Références bibliographiques

ANDRE LOUAT, Le sous-développement, stratégies et résultats, Ellipes Editions. 1999.

BANQUE MONDIALE, Rapport sur le développement dans le monde : L'agriculture au service du développement, Groupe de la banque mondiale. 2008.

BART MINTEN, Riz et pauvreté à Madagascar 2006.

CHRISTIAN PALLOIX, industrialisation et financement lors des deux plans quadriennaux, 1970-1977., Revue Tiers-Monde. Tome XXI No. 83.

DAVID RICARDO, the Principals of Political Economy and Taxation, 1817.

MARC HUMBERT, L'industrie : specialization, domination, dependence, colloque vers quell nouveau ordre mondial. Bulletin de liaison, juin 1983.

N. ROSENBERG, Les transferts internationaux de technologie : le passé et le présent. Les enjeux de transferts des technologies nord-sud. OCDE. Paris 1982.

PHILIPPE AYDALOT, Dynamisme spatial et développement inégal, Economica. 1776.

TABLE DE MATIERE

REMERCIEMENTS	
SOMMAIRE	
ACRONYMES	
LISTE DES GRAPHIQUES	
LISTE DES TABLEAUX	
INTRODUCTION	1
<u>PARTIE I : CONCEPT THEORIQUE SUR L'INDUSTRIALISATION.....</u>	<u>6</u>
CHAPITRE 1 : LE CONCEPT LIBERALISME.....	7
Section 1: Fondement théorique.....	7
1.1.La politique libérale.....	7
1.2.La théorie de l'industrialisation.....	7
1.3. L'industrie naissante.....	8
1.4 La politique commerciale.....	9
Section 2 : Les stratégies d'industrialisation.....	11
2.1. Notion.....	11
2.2 .Différentes stratégies d'industrialisation.....	11
CHAPITRE II: LE CONCEPT SOCIALISME.....	18
Section 1 : Les fondements théoriques.....	18
1.1. Le socialisme et l'industrialisation.....	18
1.2. Constatation.....	18
Section2 : Les stratégies de développement.....	20
<u>PARTIE II : ANALYSE DE L'AGRO- INDUSTRIE A MADAGASCAR.....</u>	<u>23</u>
CHAPITRE I : STRUCTURES D'ANALYSE.....	24
Section 1 : Contextes généraux.....	24
1.1-Performance industrielle de Madagascar.....	25
1.2- Importations et exportations	27
1.3- Investissements.....	27
Section2 : Orientation de la politique industrielle.....	28
2.1. Conception du modèle de développement.....	28

2.2-Les différents types de l'industrie agro-alimentaire et évolution de la production agricole.....	28
2.3-Stratégies et politiques industrielles	29
CHAPITRE II : LES PROBLEMES MAJEURS DE L'AGRO-INDUSTRIE DE MADAGASCAR et LES ACTIONS PROPOSÉES.....	36
Section 1: Problèmes majeurs.....	36
a)Insuffisance de la production agricole.....	36
b) L'imperfection des marchés agricoles.....	38
c) Faiblesse des institutions.....	39
Section 2 : Les actions proposées.....	40
A/ Renforcement du secteur agricole en utilisant les cinq point essentiels.....	40
B/ Lancement de PPP pour attirer les investissements étrangers.....	45
C/ La mise en place de politique industrielle efficiente.....	45
Conclusion.....	49

Annexe

Bibliographies

Auteur : ANDRIANARANARIVO Hary Avotra Solofaniry

Titre : Processus d'industrialisation vue à travers de l'industrie agroalimentaire : Cas de Madagascar

Nombre de page : 51

Tableaux : 2

Figures : 2

Annexe : 1

Contacts : 033 78 770 09

Adresse de l'auteur : Lot III D 78 Antanetibe- Ikanja Ambohimangakely TANA 103

Résumé

Nous avons tenté de montrer que les politiques d'industrialisation fondées principalement sur l'import- substitution, les nationalisations, l'intégration nationale des facteurs de production ont conduit les économies malgaches dans une impasse.

Cependant, l'expérience montre que le développement économique passe nécessairement à long terme par l'industrialisation. Pour réussir, celle- ci doit être basée sur la croissance d'agro- industries compétitives. Dans les conditions du transfert des technologies, la compétitivité industrielle passe obligatoirement par une plus grande ouverture extérieure. Mais, dans les conditions de fonctionnement du marché capitaliste international, les inégalités ne sont plus un facteur secondaire comme aux premières phases de l'industrialisation mais sont devenus un facteur essentiel.

Madagascar possède des potentialités agricoles importantes. Dans ces conditions, les industries les plus adaptées sont celles de l'agro- industrie. Les obstacles de celle- ci sont connues dans l'insuffisance de la production agricole, manque des technologies industrielles modernes, faiblesse des investissements étrangers, l' i perfectionnement des marchés et l'absence des politiques industrielles efficientes. En assurant la croissance de l'agro-industrie à Madagascar, beaucoup de défis restent à relever dont l'amélioration et le renforcement de la compétitivité des produits agricoles, la promotion de l'esprit entrepreneurial dans les milieux ruraux et la mise en place des grandes orientations de la politique industrielle.

Mots clés : l'import- substitution, l'industrialisation, transfert technologie, compétitivité industrielle

Encadreur : Mr ANDRIAMALALA Mamisoa Fredy